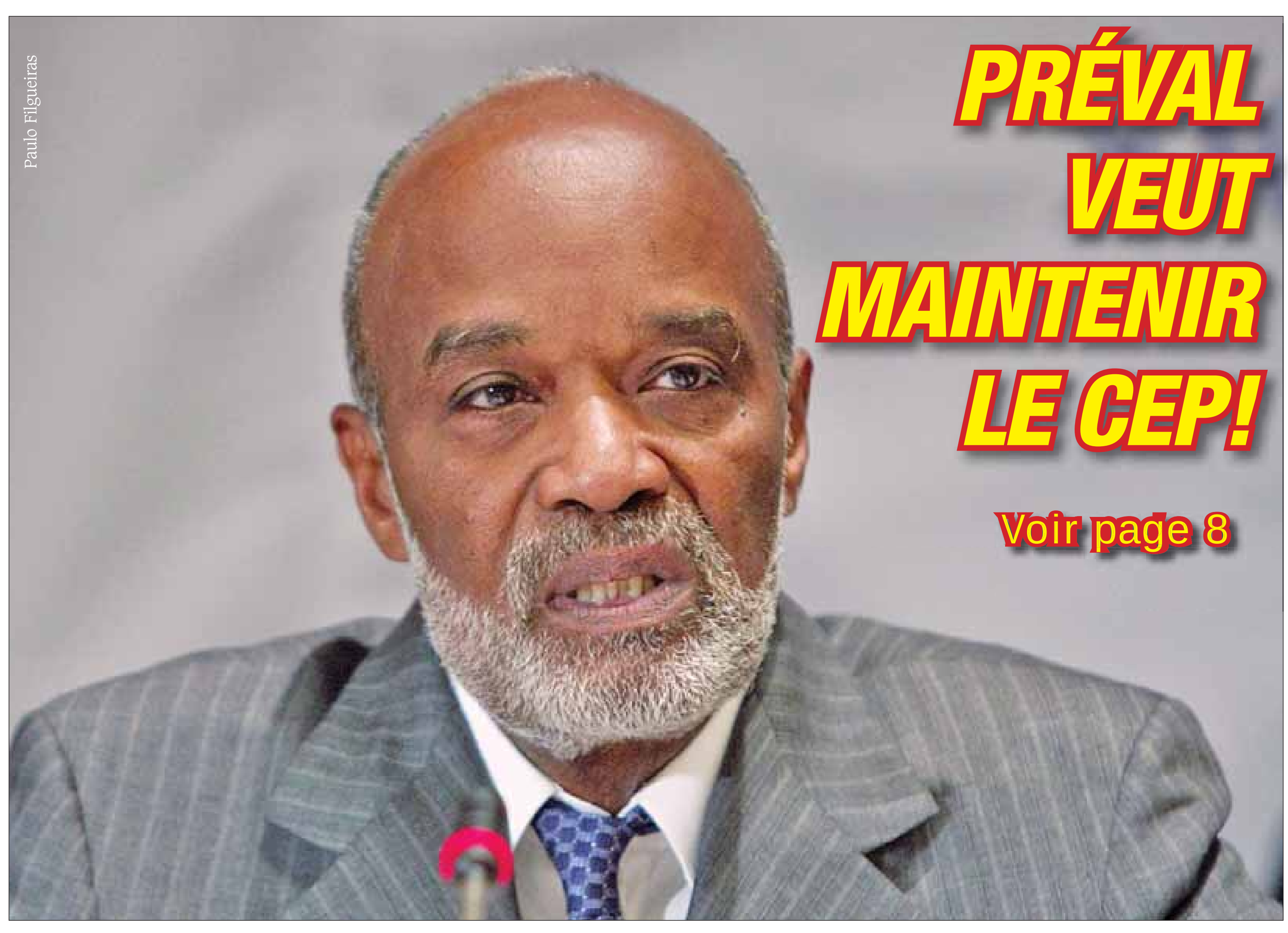
Vol. 3 No. 48 • Du 16 au 22 juin, 2010

Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50

HAITI LIBERTE

Justice Vérité Indépendance

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



PRÉVAL VEUT MAINTENIR LE CEP!

Voir page 8

Le président René Préval a avisé clairement le vendredi 11 juin 2010, au Club Indigo, sur la Côte des Arcadins qu'il entend maintenir le CEP de Gaillot Dorsinvil avec seulement une considération le rapport de l'ULCC afin de savoir quelle décision sera prise dans le cas du Docteur Enel Désir.



MONDIAL 2010: OUVERTURE RÉUSSIE! PAS TIMIDE DU BRÉSIL...

Voir page 18

La Seleçao très attendue, n'a pourtant pas répondu totalement aux espoirs de ses fans, elle a fait la différence grâce à Maicon et Elano



Konze yo ap tire kòn !

Page 6



Le pouvoir public haïtien et la reconstruction de la capitale

Page 7



Afrique du sud : seize ans après l'apartheid !

Page 10



La marée noire continue de s'étendre dans le golfe :

Obama est-il impuissant face à BP ?

Page 17

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

Un mondial qui fait l'affaire de Préval

Par Berthony Dupont

Ce n'est pas dans l'optique de donner un brin de loisir aux masses populaires que le régime en place a déboursé pour acheter les droits de retransmission du mondial de football, mais bien pour profiter de l'événement le plus médiatisé de la planète et s'en servir comme d'un opium, comme d'un agent calmant politique et social du peuple de façon à planifier ses forfaitures et ses machinations. Il est appuyé dans cette aventure par les forces d'occupation de la Minustah qui elles également espèrent que la dose calmante de stupéfiant permettra aux haïtiens de rétablir l'unité. Quelle idée ! Ce n'est pas la première coupe du monde à laquelle assiste le peuple haïtien. Nous avons l'habitude de prendre plaisir à regarder la retransmission des coupes mondiales; alors les forces onusiennes pensent-elles nous faire des leçons de civisme après qu'elles-mêmes nous aient mis et nous maintiennent encore sous occupation ?

Face à ce paternalisme humiliant, des réactions ne cessent de pleuvoir. Ainsi, Himmler Rébu a indiqué que « *la coupe du monde ne changera pas le comportement des acteurs politiques* ». Pour sa part, l'ex sénatrice du Midh, Evelyne Chéron a suggéré que le gouvernement profite de la trêve pour se diriger dans la bonne direction. Mais en fait de quelle bonne direction parle-t-elle ? S'agit-il de la démission de Préval, du renvoi du CEP, du départ des forces occupantes, de l'annulation de la loi sur la Commission intérimaire, du décret relatif aux élections présidentielles? Une suggestion qui ne fait pas de sens, puisque les grandes manoeuvres sont déjà bien engagées, pour aboutir, selon toute probabilité, en novembre prochain, aux élections-sélections commanditées par les pays impérialistes. Et pour enfoncer le clou, le soi-disant chef d'Etat a même osé déclarer qu'il publiera au cours de cette semaine l'arrêté présidentiel convoquant le peuple dans ses comices pour des élections qu'organisera l'actuel Conseil électoral Provisoire (CEP). Une déclaration provocatrice, montrant que Préval fait fi des revendications populaires et ne tient pas compte de leurs imprévisibles conséquences.

Ces actes prouvent également que les problèmes de pauvreté et de reconstruction sont le cadet des soucis du dictateur de Marmelade et que ce dernier ira jusqu'au bout de sa logique destructrice pour tenter d'imposer non seulement sa loi mais les diktats de ces maîtres coloniaux. Son souci primordial est d'étouffer le peuple et tous les moyens sont bons pour y parvenir, pourvu que l'objectif réel à atteindre soit de consolider son pouvoir avec l'appui des forces occupantes qui le soutiennent. Mais, bien compté mal calculé, aucun nouveau complot qui se trame contre le peuple ne saurait masquer la réalité.

En dépit des magouilles et des sommes mirobolantes annoncées, il y a une réalité qu'on ne peut cacher : l'état extrême de dénuement et de pauvreté dans lequel vivent les masses populaires particulièrement les victimes du dernier séisme. Si l'intention de Préval était d'apporter une solution qui soit favorable au pays et aux défavorisées qui gémissent sous les tentes, il aurait dû commencer par améliorer leurs conditions de vie de même qu'il a trouvé important de leur offrir la détente que leur apporte – même sous les tentes – le déroulement du mondial. Comme pour tous les autres peuples c'est le droit le plus entier du peuple haïtien de se joindre à cette grande fête du foot, autant qu'il a droit aussi à l'électricité et à tous les services de base, sur une bas quotidienne, et pas seulement à l'occasion, d'autant que le mondial est bel et bien une occasion offerte au régime pour mieux détourner son attention et le mystifier.

A l'heure même de ce mondial, des parents et même des enfants confrontent pas mal de problèmes avec les directeurs d'établissements scolaires, d'autant que c'est l'époque des examens. Comment expliquer, après la catastrophe du 12 janvier, que des élèves soient renvoyés de leur école, parce qu'ils ne peuvent pas aller aux examens faute de non-paiement de leur écolage? Tout gouvernement qui se respecte, avant même d'annoncer la réouverture des classes en avril dernier, aurait dû d'abord mettre sur pied un programme social pour recueillir les enfants orphelins et également les parents qui ont tout perdu même leur emploi après la dernière catastrophe.

Tout cela indique que le pays s'installe de plus en plus sous un régime de protectorat par le truchement d'une certaine commission intérimaire qui sera installée prochainement comme annoncé par Edmond Mulet. Cette commission aura tous les pouvoirs dans le pays, et tenez vous bien : les soi-disant projets annoncés ou concernés seront exécutés sous la supervision de la Banque Mondiale.

Deux sénateurs expulsés de leurs partis politiques



Rudy Hériveaux, (à droite) et Judnel Jean

Par Jackson Rateau

Deux sénateurs ont été chassés de leurs partis politiques la semaine dernière. Il s'agit bien de Rudy Hériveaux, membre du parti Ansanm Nou Fò (ANF) et Judnel Jean, Membre du parti Ayiti An Aksyon (AAA). Les deux sénateurs ont été exclus pour avoir coopéré au vote de la loi d'urgence, entérinée au sénat le 13 avril dernier.

Selon le sénateur de l'Artibonite, Youri Latortue, dirigeant de AAA, son collègue et compère Judnel Jean n'a pas respecté les consignes auxquels il devait obéir lors du vote de la loi d'urgence le 13 avril dernier. Quant au sénateur Rudy Hériveaux, ancien membre du parti Fanmi Lavalas, qui a changé de bande pour pouvoir être chapeauté par le parti Ansanm Nou Fò, pour les prochaines élections, le directoire du parti a jugé très incorrect et répréhensible son comportement de supporter le vote de la loi d'urgence. Par conséquent, méritant d'être sévèrement puni, il a été tout bonnement exclu du parti.

Disons en passant que l'ex-président de la chambre basse et aussi ancien membre du parti LESPWA, Pierre Eric Jean Jacques est l'actuel coordonnateur général du parti « Ansanm Nou Fò », à côté de Mario Dupuy, Joseph Ulysse et Dismy César. Très belliqueux à l'endroit de son ancien patron, le député Jean Jacques appelle à la poursuite de la mobilisation contre le président René Préval.

Une fillette de 11 ans enlevée et une sexagénaire libérée contre rançon

Par Jackson Rateau

Dans la nuit du mercredi 9 au jeudi 10 juin dernier, des bandits armés qu'on présume appartenir au gang de Bobo ont pris d'assaut une résidence située à Pèlerin 7. Apres avoir saccagé la maison, dérobant de nombreux objets et une forte somme d'argent, ils ont enlevé une fillette de 11 ans. Cette scène de violence s'est déroulée en présence des parents de l'enfant dont sa mère, sa grand-mère et sa sœur aînée. Ce cas malheureux fait suite à celui d'une femme de 60 ans enlevée chez elle à Pèlerin 37 le samedi 5 juin dernier, puis libérée contre rançon le mercredi 9 juin. Les individus, suspects de ces deux enlèvements, seraient ceux du gang de Pierre Gascove, alias Bobo, opérant tambour battant dans les quartiers de Pèlerin.

Pierre Gascove (Bobo) et certains bandits appartenant à sa bande avaient été antérieurement mis sous les verrous au Pénitencier National. Suite aux évènements du 12 janvier qui ont facilité leur fuite, ils reprennent leur sale besogne dans les périphéries de Pétion-Ville et particulièrement dans les environs de Pèlerin, Laboule et Kenskoff.

Les habitants de Carrefour en colère contre l'EDH

De façon à avoir accès à l'énergie électrique, leur permettant de suivre la coupe du monde de football qui se déroule en Afrique du Sud, le 10 juin dernier, les habitants de la commune de Carrefour ont dressé des Barricades enflammées bloquant la route sud au niveau de Lamentin 54, pour exiger de L'EDH l'électricité dans cette commune. La circulation sur cette route, accédant notamment aux départements du Sud, du Sud-est, de la Grande Anse et des Nippes, a été paralysée des heures durant. Selon certains résidents de la banlieue de Carrefour, les nombreux appels qu'ils ont lancés aux responsables de l'EDH demeurent sans réponse. D'autant que la commune de Carrefour est totalement plongée dans les ténèbres depuis le séisme du 12 janvier dernier.

Dans le cas où leurs cris restent sans écoute, les manifestants ont menacé de reprendre leur pression.

La population d'Anse à Pitre prise en otage

Anse à Pitre, une ville frontalière, située dans le Sud-est, est maintenant prisonnière d'une armée de bandits estimés à une soixantaine. Ces coupe-jarrets qui terrorisent cette ville depuis environ 4 mois ont perpétré des crimes horribles tels vols, viols des femmes et des enfants et enlèvements. Ces criminels ont même versés dans des pratiques occultes, en faisant sacrifier des enfants en extrayant leur foie, a précisé un résident de cette commune, Choler Saint Louis. Les policiers haïtiens qui ne font que déplorer la situation avouent qu'ils sont impuissants à contrecarrer ces malfrats, vu qu'ils sont dépourvus de tous moyens logistiques. Quant aux casques bleus onusiens, ils demeurent très indifférents et n'ont même pas interpellé un seul de ces malfaiteurs. Les criminels de leur côté attaquent sur tous les fronts et gagnent plus de force de jour en jour sur la population de la commune d'Anse à pitre, prise en otage.

Installation de nouveaux membres au Parquet de Port-au-Prince !



Me. Rousse Célestin, licencié en droit en 2004, membre du Barreau de Port-au-Prince, en octobre 2005, ancien consultant au Bureau des Avocats Internationaux (BAI) prononçant son discours d'investiture

Après la révocation de maître Joseph Manès Louis à la tête du Parquet du Tribunal de première instance de Port-au-Prince, le Ministre de la Justice et de la Sécurité Publique, Paul Denis, a nommé 4 substituts du Commissaire du gouvernement au Parquet. Il s'agit de Me. Rousse Célestin, Me. Isaac Lithan, Me. Enock Géné Génélus et Me. Jean François Ségny. Ils ont été installés à leur poste ce mardi 15 juin 2010, lors d'une cérémonie présidée par la doyenne du Tribunal, Marie Jocelyne Casimir.

En cette circonstance, Me. Rousse Célestin, licencié en droit en 2004, membre du Barreau de Port-au-Prince, en octobre 2005, ancien consultant au Bureau des Avocats Internationaux (BAI) a eu le privilège de prononcer le discours qui suit:

Honorable Doyen du Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince,

Monsieur le Directeur Général du Ministère de la Justice,

Monsieur le Commissaire du Gouvernement,

Chers collègues substituts du Commissaire du Gouvernement,

Messieurs les membres du Conseil de l'Ordre des Avocats du Barreau de Port-au-Prince,

Estimables Avocats du Barreau de Port-au-Prince, Mesdames et Messieurs de la presse parlée, écrite et télévisée, Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs de l'assistance.

C'est avec beaucoup de fierté que je prends la parole ce matin, tant en mon nom personnel, qu'en ceux de mes collègues pour dire en quelques mots ce que nous ressentons à l'occasion de cette audience qui marque notre prestation de serment comme substitut du Commissaire du Gouvernement au Parquet du Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince.

Cette prestation de serment revêt pour nous une grande importance puisqu'elle nous offre l'opportunité de servir la justice de notre pays qui a toujours été l'un de nos rêves les plus chers. Notre plus grande fierté ce matin s'explique du fait que notre intégration au sein de la magistrature se fait par la voie du concours.

Sous cet aspect, nous disons un grand merci au Directeur de l'Ecole de la Magistrature, Me. Lionnel Bourgoin, pour son impartialité dans la correction des copies.

Suite à la page (15)

Des contradictions en flagrant délit !

Par Hervé Jean Michel

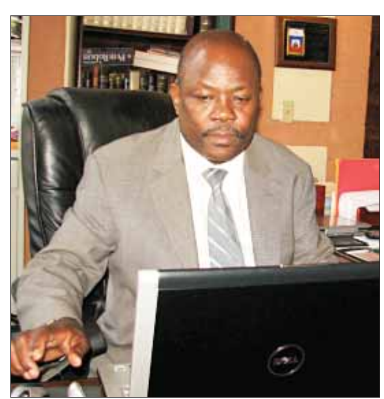
En analysant les arrêtés, portant organisation et fonctionnement de la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haiti (CIRH) le simple lecteur pourrait ne pas s'étonner, cependant les spécialistes, ceux qui s'adonnent aux sciences juridiques, politiques et économiques sont d'avis contraire.

Les deux arrêtés, pris en conseil des ministres le 21 avril 2010, portant sur ce même objet, présentent de graves anomalies, dans la mesure où plusieurs signatures constatées dans un des documents ne se retrouvent dans l'autre que par l'intermédiaire de ministres interposés. Evans Lescouflair, présent par sa signature dans un des documents se retrouve dans l'autre par Joseph Jasmin, ministre chargé des relations avec le Parlement. Cet exemple se ramène aussi au cas du ministre de la Santé Publique, Alex Larsen, dont Yves Cristallin s'est fait le substitut.

Qu'est-ce qui s'est passé en fait ?

Le journal Haiti Liberté pour s'assurer d'une certaine fiabilité, a accordé une interview à Me. Mario Joseph, responsable du Bureau des Avocats Internationaux (BAI). Me. Joseph a tout d'abord clarifié la notion d'erreur matérielle contenue dans le deuxième arrêté, pris le même jour (21 avril 2010) en conseil des Ministres.

« La notion d'erreur matérielle dans un texte, c'est quand une erreur s'est glissée dans ce texte, ou qu'un mot manque. Un paragraphe peut être affecté, alors une correction est nécessaire, la phrase étant boiteuse. Mais dans le cas de ces deux arrêtés, il n'y a pas lieu de parler d'erreur matérielle. Il s'agit plutôt d'un jeu de dupe. Dans le premier arrêté, il y avait 11 articles et 15 dans le deuxième. C'est un ajout fait au document. Ce que demandait Clinton n'était pas accordé par Préval totalement, alors ces gens exigeaient beaucoup plus et ont fini par obtenir l'obéissance aveugle. Alors beaucoup plus d'articles ont été ajoutés, il ne s'agit pas d'erreur matérielle. »



Me. Mario Joseph, responsable du Bureau des Avocats Internationaux (BAI)

Voulant clarifier, préciser la situation actuelle du pays, Me. Mario Joseph a mis le paquet en disant la vérité de manière crue, afin que tout le monde puisse comprendre ce qui se trame.

« Pour satisfaire les intérêts impérialistes, des articles ont été ajoutés aux documents. La façon dont ils ont voulu acheter le pays, semble n'avoir pas été satisfaite par le président Préval. Maintenant on lui demande de vendre tout le pays ».

Sur la question des signatures, quand des ministres signent en lieu et place des autres, Me. Mario Joseph la qualifie de scandale, de faux. Il a ajouté qu'il a déjà signifié les ministres, qui doivent certifier s'il s'agissait réellement de leur signature.

« Quand nous disons que c'est grave vous allez le voir. Nous avons deux arrêtés sortis en même temps du Palais national, le 21 avril 2010, c'est-à-dire qu'il y a eu conseils des ministres le 21 avril. Nous avons demandé au secrétaire général de la présidence, s'il y a eu un ou plusieurs conseils des ministres. Dans le premier arrêté, prenons le ministre Beaudin, suivant le numéro 30 du Moniteur, paru le 22 avril, monsieur Beaudin était absent, Madame Marie Michel Rey a signé pour lui. Le même jour du 21 avril dans le Moniteur paru le 6 mai 2010, monsieur Beaudin était là et a apposé sa signature. Nous sommes donc en face de deux documents conçus le même jour. Une fois monsieur Beaudin a signé, une autre fois il a délivré mandat. Il y en a un qui est faux. C'est pourquoi beaucoup de citoyens ont demandé à Me. Camille Leblanc et à moi-même d'intenter une action en justice pour dénoncer ce faux ».

Le juriste s'est dit prêt à intenter une action en justice pour pouvoir accompagner ceux qui, plus tard, auront à faire face à des mesures contraignantes de la part des autorités qui vont déclarer d'utilité publique des biens privés. Me. Mario Joseph dit lancer déjà un appel à la mobilisation, afin que tous ceux qui seront lésés dans leurs droits de propriétés, puissent avoir recours à la justice.

« Madame Jocelyn Lassègue, le même jour a donné mandat à deux personnes : Marjory Michel qui a signé à sa place et Josseline Colimon Féthière. En plus Lescouflair a signé et le même jour il a donné mandat. C'est un véritable galimatias, un véritable faux. Si les ministres disent qu'ils ont signé, donc ils ont participé dans ce faux ».

Le but poursuivi, selon Me. Mario Joseph, puisque le gouvernement utilise des faux, tous ceux qui seront lésés doivent regarder vers la justice. Il s'agit donc des arrêtés pour l'organisation et le fonctionnement de la CIRH. Ils vont réagir sur la reconstruction en déclarant d'utilité publique des biens privés *« Nous ne permettrons pas que cela se fasse. Nous demandons au peuple haïtien, à tous ceux qui sont concernés de nous rejoindre dans cette bataille juridique que nous aurons à engager. Si on veut vendre le pays on doit le faire avec des papiers corrects »*, a conclu Me. Mario Joseph.

Selon Edmond Mulet, nouveau proconsul d'Haiti, la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haiti *« lancera officiellement ses activités le jeudi 17 juin 2010 »*. On comprendra que cette CIRH est véritablement *« le nouveau gouvernement haïtien »* dans la mesure où les autorités haïtiennes baptisées de légales, de constitutionnelles, ont utilisé leur pouvoir pour offrir le pays, moyennant rémunération, à l'impérialisme.

Toutes ces lois et arrêtés sont anticonstitutionnels, dans la mesure où la constitution de 1987 fait exigence de la non-aliénation du territoire d'Haiti. Le pouvoir en Haiti ne saurait être confié à des étrangers qui n'ont aucune qualité haïtienne.

Il s'ensuit donc que tout gouvernement patriote, nationaliste, qui assumera le pouvoir à l'avenir, pourra s'ériger contre ces mesures d'aliénation de la souveraineté d'Haiti. Que Préval agisse comme il le fait aujourd'hui, ne tue pas l'ardeur au combat des patriotes haïtiens. Cependant ils doivent être convaincus que pour la libération d'Haiti il nous faut mener le bon combat, le combat de la fidélité.

A propos de pannes

Par Fanfan Latulipe

Qui d'entre nous n'a jamais vécu l'expérience d'une panne ? Ce que ça peut être désagréable! Une panne, ça vous tombe dessus, malhonnêtement, bêtement, *malman*, sans qu'on s'y attende. Et c'est toujours un contretemps désagréable, malencontreux d'autant qu'une panne ne s'annonce pas. Elle vous prend par surprise, traîtreusement, j'oserais dire. Parfois on la voit venir mais on n'y peut rien. Elle avance en ce n'est rien, et en un rien de temps vous prend par la gorge menaçant de vous étrangler. On ne peut que capituler puisqu'on est tombé en panne, puisqu'on a été contrarié par une panne.

Il y a assurément toutes sortes de pannes. Les unes peuvent être banales, quoique généralement très contrariantes. Ainsi, rare est l'automobiliste qui n'a jamais eu une panne de pneu, en plein hiver, avec une roue coincée dans une masse verglaçante ; une panne d'essence en plein milieu d'une grande artère très passante, par une insupportable journée de canicule, avec des automobilistes énervés qui vous dépassent à toute bouline tout en vous lançant un *koutje* à vous assassiner et une bordée de mots aimables; une panne de batterie par un frigide matin d'hiver alors qu'on est en retard pour aller au boulot. D'autres pannes sont plus sérieuses, c'est le cas d'une panne d'argent par exemple. Alors, on dit communément qu'on est raseur, qu'un tel est *an blan*. Et c'est malheureusement le lot de la majorité de nos concitoyens accablés par un raseurisme chronique.

Il paraît aussi qu'on peut tomber en panne d'amour. Dans un langage plus châtié, il y en a qui parlent de *pàn fanm* ou de *pàn gason*. Alors là, c'est sérieux car il faut absolument un dépannage à court ou à moyen terme, à moins que la vie ou l'âge ou encore les deux ne se soient mis de la partie pour dire: ti Marie ne monte pas, ti Marie ne descend pas. Est-ce peut-être la raison pour laquelle le poète écrivait avec perspicacité: «Les plus désespérés sont les chants les plus beaux» ? Et moi, «j'en sais qui sont de purs sanglots». Je fais ainsi allusion aux pannes doubles, ou *pàn marasa*. Par exemple le hasard peut avoir fait un sale coup à un malheureux ou à une *malerèz* en lui infligeant une panne d'amour combinée à une panne d'argent, de quoi *pou al pann tèt ou. Men se toujou pàn, pàn isit, pàn lòtbò*.

D'autres pannes sont de nature beaucoup plus sérieuse, graves même parce qu'elles ont un impact sur la société en général, sur certains secteurs d'un pays, sur une nation toute entière, voire même sur toute l'humanité. Ce sont les pannes de perspective, les pannes d'idées. Prenons le cas de l'ami Préval. Après avoir été élu par une majorité qui symboliquement lui a fait prendre un bain de piscine à l'hôtel Montana, et bénéficiant d'un préjugé favorable de bonne gouvernance une fois au pouvoir, il a brillé par son manque de vision, et le bonhomme a chuté de dégringolade en dégringolade, jusqu'à ne plus être en commande du pays. En panne d'idées, il n'a su quoi faire après le tremblement de terre. Il n'a même pas eu l'idée d'une cellule de crise pour gérer l'apocalyptique désastre qui s'est abattu sur le pays. Préval est encore un homme en panne : panne d'humanité, panne de bon sens, panne de dignité, panne d'amour-propre, panne de bonne gouvernance, panne de gratitude, bref *pàn sou pàn*.

Préval a cru faire un plein d'idées en voyageant par ci par là, en s'accrochant à la manche de son homologue Omaba, en posant en bras de chemise avec des chefs d'Etat et de gouvernement pour une photo historique, en faisant des risettes à la ruseuse Hillary Clinton, en serrant la main comme un idiot à Ban ki Moon. Mais sitôt monté dans l'avion pour regagner son palais en ruines, il est déjà en panne d'idées. Il est comme une chambre à air avec une grosse fuite, de sorte que le mec ne peut rien garder. En panne d'idées et de perspective de façon chronique, il a traîné le pays au plus bas de l'indignité nationale. Comme un pneu avec des crevaisons à répétition, devenu inutilisable et dont il faut se débarrasser, ainsi est l'état de panne irréversible dans lequel est tombé Préval. On poussera un gros ouf de satisfaction quand le 7 février 2011 il se sera enfui par la petite porte pour regagner ses pénates marmeladiennes.

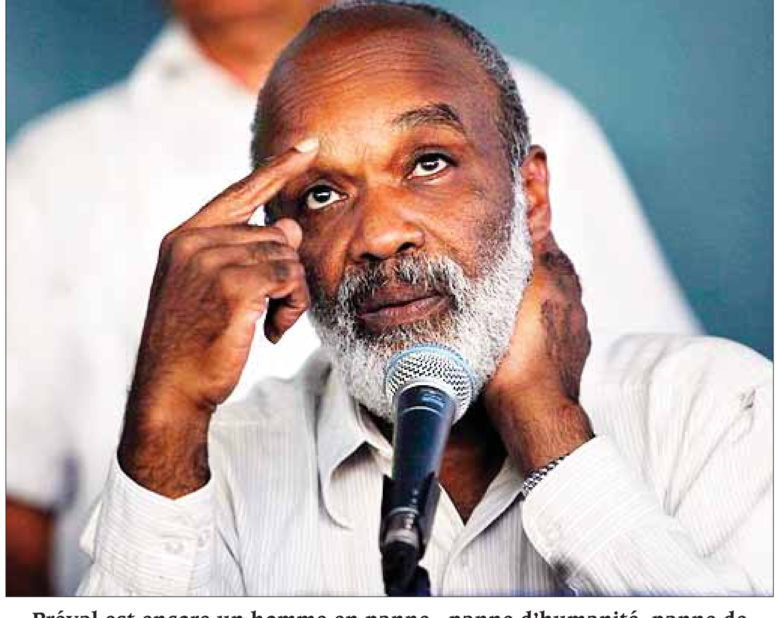
Du train où vont les choses, il est manifeste que ce sont surtout les partis politiques en Haïti qui sont en panne d'idées. Ils hésitent entre des élections bride sur le cou et un renvoi de ces mêmes élections jusqu'à ce que Préval choisisse un CEP «crédible», ce qui revient à vouloir trouver la quadrature du cercle de malversations et de corruption devenues la norme au pays. En panne d'idées, ils demandent à Préval d'arracher son manioc pour juste après lui demander de le replanter dans la bonne terre d'élections «honnêtes, sincères, et loyales» en novembre de cette année. Allez donc comprendre ! N'allez surtout pas leur demander de prendre le leadership d'un mouvement national pour bouter les forces occupantes hors du territoire. *Kote sa*. Ils ne peuvent même pas bredouiller «du sol soyons seuls maîtres»; ils préfèrent s'égosiller à chanter: marchons z'unis sous le drapeau étoilé, pour la patrie du dollar. *Yo fini*, ils sont en panne d'idées, mais pas en panne de fric.

J'en arrive maintenant à la panne qui m'intéresse bien plus que les précédentes. Une panne que doivent connaître occasionnellement les écrivains ou encore les chroniqueurs de journaux hebdomadaires, voire même quotidiens. Ce genre de panne rappelle le trac des acteurs de théâtre. Ça vous prend à la gorge, en fait à la plume, ou même, en ces temps modernes électroniques, je dirais que ça vous prend aux doigts et vous voilà incapable de tapoter sur le clavier. C'est une panne terrible qui vous tient figé devant l'ordinateur, les doigts *bèbè*, si l'on peut oser de parler de bêbêtude digitale. On éprouve ce sentiment étrange, lancinant d'avoir été abandonné par on ne sait quel ange gardien, soudain devenu un déserteur.

Tout semble vous avoir délaissé, tout semble vous mépriser. On se sent envahi par une bizarre sensation de paralysie intellectuelle et d'incapacité à organiser, à articuler sa pensée. *Se pa blag, non* ! J'ai pu avoir eu, dans le passé, une semblable expérience paralysante, je ne m'en souviens pourtant pas, je ne m'en souviens plus, sans doute parce que je suis en panne de mémoire, une autre panne désagréable dont on est victime quand on avance en âge, quand on devient plus jeune, côtoyant les précipices de la gagatude. Dans «Spectacle», Prévert a écrit :« *Il y a des gens qui dansent sans entrer en transe et il y en a d'autres qui entrent en transe sans danser. Ce phénomène s'appelle la transcendance*». Alors oui, cette semaine je suis entré en transe sans danser, parce qu'au moment de vouloir commencer à écrire cette rubrique j'ai eu une panne grave, une panne… d'**inspiration**, une panne *ki te vin pou touye m*.



Le directeur général du groupe BP, Tony Hayward…BP est en panne de moyens techniques pour arrêter le flot de pétrole qu'elle boit depuis tant d'années, BP est en panne d'une alternative satisfaisante, BP est en panne de crédibilité…



Préval est encore un homme en panne : panne d'humanité, panne de bon sens, panne de dignité, panne d'amour-propre, panne de bonne gouvernance, panne de gratitude, bref pàn sou pàn

Aucun saint n'est venu à mon secours pas même ce sendenden de Saint Tenten. Les idées filaient devant moi et alentour sans que je n'arrive à les attraper. Au hasard j'ai fait un *dappyanp* sur l'image de cette flottille qui apportait vivres et secours aux Gazaouites. J'ai été abasourdi de voir comment des hélicoptères israéliens atterrissaient sur le pont d'un des bateaux du convoi, jetant l'effroi, la désolation et la mort parmi les passagers. Sur cette image s'est greffée celle de la dame Hillary flanquée de son «boss» Obama, tous les deux en flagrant délit d'hypocrisie et de mensonge puisque selon la presse jordanienne, le président des Etats-Unis aurait été informé à l'avance de l'agression israélienne dans les eaux internationales contre la «Flottille de la Liberté». Même, quelques minutes avant l'assaut nocturne des forces israéliennes contre le navire turc Mavi Marmar, la redoutable et efficace agence de renseignement israélienne Mossad en avait averti le chef de la CIA qui tout naturellement avait fait parvenir la nouvelle à ce sépulcre blanchi qu'est la Maison Blanche, jamais en panne tikouloutisme.

De l'autre côté de la frontière haïtiano-dominicaine le président Leonel Fernandez est en plume de paon. Même en panne d'inspiration je l'ai surpris «flagramment délirant» à se pavaner de conférence en conférence en Républicaine dominicaine, pour «défendre la cause d'Haïti». Assurément, en voilà un qui n'est pas en panne d'initiative, contrairement à son homologue haïtien. J'ai eu l'impression de voir évoluer fièrement un président d'Haïti de facto, un président pavanant, avec à sa traîne une supernullité du nom de Préval incapable de proposer, voire imposer, l'organisation d'une de ces rencontres internationales sur la Reconstruction du pays de Dessalines en Haïti même.

Parlant de reconstruction/refondation, le processus vient d'être couché sur papier à Punta Cana en République dominicaine avec Bill Clinton officiant comme grand prêtre, Fernandez et Préval jouant les rôles de diacre et sous-diacre, bref de figurants. Ils ont «refondu» Haïti au gré des intérêts de leurs intérêts de classe, à grands coups de contrats juteux qui seront distribués à leurs copains de classe, des Etats-Unis, de la République dominicaine avec quelques grasses miettes pour les entrepreneurs haïtiens les plus proches du fainéant Préval. C'est ainsi que sont les grands, les décideurs de l'avenir du plus grand nombre. Ils s'amusent et font les cent coups aux dépens de cette masse qu'ils manipulent cyniquement avec la complicité des grands médias qui nous cachent la vérité parce que tous ils font partie de ce consortium de filous, tricheurs, détrousseurs, fraudeurs, malfaiteurs, arnaqueurs en faux col, bien costumés, cravatés, amidonnés, empesés, pommadés, eau-de-colognés (quoique *yo santi* suif), tous bien décidés à nous avoir à coups de mensonges enrobés de basses flatteries.

Et ce n'est pas seulement en Haïti qu'opèrent de diaboliques engeances comme cette trinité Clinton-Fernandez-Préval. Ces gens veulent nous faire prendre des vessies pour des lanternes, la lune pour du fromage, *kaka je pou linèt*. Aux Etats-Unis c'est pareil. Depuis que la plate-forme pétrolière de la British Petroleum a explosé dans le Golfe du Mexique, toute la sainte journée, on nous rabat les oreilles avec les retombées de ce catastrophique et plus grand désastre environnemental de l'industrie dans l'histoire des États-Unis et dont BP est responsable. Ad nauseam on nous montre sur le petit écran cette sorte de bouchon qu'utilise la compagnie pétrolière pour arrêter, sans grand succès, le flot monstrueux et visqueux de pétrole venant des entrailles de la mer. Chaque jour un porte-parole de la BP, un salisseur professionnel, vient nous endormir avec un autre refrain menteur, trompeur.

Mais la marée noire avance inexorablement, à grande *jèd*, vers les populations côtières du Missisipi, d'Alabama et de la Louisiane, bientôt de la Floride, causant d'irrémédiables dégâts. Et petit à petit on est en train de faire avaler au public l'idée que c'est seulement au mois d'août que l'on finira par résoudre le problème en creusant un ou deux autres puits accessoires qui finiront par calmer la fureur du dragon subocéanique. Bref, BP est en panne de moyens techniques pour arrêter le flot de pétrole qu'elle boit depuis tant d'années, BP est en panne d'une alternative satisfaisante, BP est en panne de crédibilité. *Se pàn sou pàn*.

Toutefois, cette grosse caisse médiatique autour de BP laisse dans l'ombre la vraie histoire de cette compagnie pétrolière qui, il y a quelque soixante ans de cela, s'appelait Anglo-Iranian Oil Co (AIOC). Quand le gouvernement iranien du populaire et progressiste Premier ministre Mohammed Mossadegh nationalisa l'AIOC au bénéfice du peuple iranien, les gros *zouzounn* britannique et américain virent rouge et ne virent que des «rouges» armés de faucilles et marteaux dans le gouvernement de Mossadegh. Ce qui porta la CIA à organiser une déstabilisation tous azimuts du pays suivie d'un violent coup d'État contre ce dernier qui fut destitué. L'AIOC changea alors de nom pour devenir British Petroleum, avec récupération de son monopole sous la cruelle dictature du Shah d'Iran.

Durant l'année 2000, la British Petroleum pour faire peau neuve s'est appelée BP, assaillant le public américain à grands coups de tapage publicitaire. Mais il faut se rappeler qu'avec la catastrophe du Golfe, BP n'en est pas à son premier désastre. En 2005, la raffinerie de BP au Texas a explosé, causant 15 morts et plus d'une centaine de blessés. En 2006, un pipe-line de BP en Alaska a répandu quelque 200.000

Suite à la page (16)

Tout rejyon nan peyi Dayiti antre nan mobilizasyon an

Mobilizasyon ki deklannche depi plis pase yon mwa nan preske tout depatman peyi a, pou rive fòse prezidan Preval ak tout akolit li yo, machann peyi li yo, kolon-okipan yo renmèt pouvwa a bay yon lòt ekip, pou vin satisfè revandikasyon mas yo. Nan sans sa a, plizyè òganizasyon nan 10 depatman peyi a, mete kanpe yon kòdinasyon rejyonal, ki pran angajman pou atikile, oryante epi anplifye mobiliazsyon an nan 4 kwen peyi a.

Nan yon konferans pou laprès reprezantan nan 10 depatman peyi a te bay jedi 10 jen pase a, pou yo te fikse pozisyon yo sou gwo kriz peyi a ap traverse. Reprezantan depatman Sid la, Claude Bernard te li deklarasyon #1 yo : « Nou menm diferan òganizsyon ak pèsonalite ki sòti nan 10 depatman yo ak 42 awondisman nan peyi a, tranblemanntè 12 janvye 2010 la pa sèlman fè gwo dega, men li montre situ kòman Leta ak sosyete ayisyen an te mal kanpe. 12 janvye montre aklè gwo danje konsantrasyon pou tout moun ak tout sèvis nan kapital peyi a genyen sou bon fonksyonman sosyete a.

12 janvye 2010, montre aklè feblès ak enkapasite rejyon yo non sèlman akeyi moun ki tounen yo e tabli solidarite ak rejyon ki devaste yo. 12 janvye 2010 vin ranfòse konviksyon tout Ayisyen sou enkapasite gouvènman Preval/Bellerive la pou li dirije peyi a e pote sekou bay popilasyon sinistre a. Men tou li montre degre kòripsyon gouvèman ki san lawont aprè 197 milyon siklòn yo demare premye sekou pou tranblemanntè a nan kraze 163 milyon vèt trapde. Nan vizit prezidan Preval nan Wachintonn, gouvènman Meriken te pwofite di l nan figi li, longè dwèt kòripsyon gouvènman peyi a. 12 janvye 2010 konsakre echèk yon sètèn vizyon devlopman gwo peyi etranje yo ap aplike nan peyi Dayiti depi premye okipasyon peyi a an 1915.

12 janvye 2010 konsakre echèk Loni ak Minista nan peyi a, paske yo pa rive ni estabilize ni pote sekou bay popilasyon an pandan seyis la. 12 janvye pèmèt tout Ayisyen konprann nou kapab kontinye viv menmjan ak avan sou bout tè sa a. Nou pa ka kontinye viv nan yon peyi kote se etranje k ap pran tout desizyon nan plas nou, san okenn bon rezilta. Nou pa ka kontinye viv ak yon Leta iresponsab, restavèk santralize, pafwa pèsonalize k ap aji nan enterè yon ti gwoup pou defann enterè gwo peyi enperyalis yo e kont mas pèp yo.

Nou menm diferan pèsonalite ak òganizasyon ki siyen nòt sa a, nou deklare fòk diaspora a, popilasyon an òganize l, rejyon yo patisipe kòm aktè prensipal nan gouvènans peyi a, pou li ka konstwi yon peyi granmoun desantralize yon Leta ki mete l tout bon vre, responsab osèvis popilasyon an nan kat kwen peyi a. Pou nou menm, 12 janvye ofri sosyete a posibilite reyèl pou nou pran yon lòt direksyon devan echèk entènasyonal la ak gouvènman Preval/Bellerive la, pou bay repons kòrèk ak kriz la. Se yon okazyon istorik pou mete an plas yon veritab pouvwa, kote diaspora a, tout rejyon, tout sektè reprezante pou pran direksyon peyi a, nan moman kritik sila a. Lanati ak listwa ban nou okazyon pou fini ak tranzisyon ki kòmanse depi 1986 la nan mete an plas yon veritab pouvwa nasyonal k ap gen manda kle pou jere pwoblèm ijans yo, mete anplas tout mekanis k ap asire patisipasyon reyèl popilasyon an ak rejyon yo nan gouvènans peyi a. N ou egzije tou òganizasyon ton kongrè sou refondasyon pou pèp la ka prononse l sou kesyon amandman konstitisyon an ak òganizasyon pwochen eleksyon yo. Chwazi yon ekip gouvènman ki pi koresponn ak reyalite jodi a, reprezante peyi a devan letranje.

Jodi a li klè pou tout moun, nou pa ka refonde nasyon an ak menm estrikti yo, menm filosofi a, menm pratik yo. Nou pa ka bay moun ki echwe deja yo, ki kondwi peyi a nan labim sila a, responsabilite pou kontinye dirije peyi a. Nan sans sa a, nou pran angajman mete kanpe yon kòdinasyon nasyonal mobilizasyon pou rekipere souverènte peyi Dayiti apati yon demach ki chita sou enklizyon, desantralizasyon pouvwa ak mache kontre ak lòt fòs pwogresis pou ranje gouvènay peyi a. Kòdinasyon an pran angajman pou atikile, oryante e anplifye mobilizasyon an nan 4 kwen peyi a. Kòdinasyon an pran angajman nan tèt kole ak tout sektè politik e sosyal pou mennen tout aksyon pasifik ak legal k ap ede debarase peyi a ak tout dirijan trèt, restavèk ki deside vann diyite ak patrimwan peyi a ».

Aba okipasyon ! Aba dirijan machann peyi !

Viv mobilizasyon fòs pwogresis yo pou rekipere dwa grandèt peyi a.

Pou depatman Nò :
Dr. Polycarpe Wesner
Nòdwès : Marius Alex
Nòdès : St-Jacques Bing
Latibonit : Yannick Joseph
Plato Santral: Wide Raphael
Lwès Turneb Delpe
Sidès : Gerald Mathurin
Sid : Claude Bernard
Nip Janvier Wesner
Grandans: Louisianne Nazaire PL

Konze yo ap tire kòn !



Claudy Gassant ak Paul Denis

Chirepit ki genyen ant 2 konze nan gouvèlman Preval/Bellerive la – Claudy Gassant ak Paul Denis – pa ka yon sipriz pou pyès moun, piske w ap toujou jwenn sitiyasyon konsa lè w gen nan tèt Leta yon chèf konze manfouben, san koutya, retwograd, tankou Rene Garcia Preval.

Nan nenpòt lòt peyi kote ki gen dirijan eklere e ki respekte figi ak entelijans pèp li, w ap jwenn chak moun nan plas li selon konpetans li. Poutan, nan peyi nou Ayiti, bagay yo fèt swa tètanba oubyen alanvè nètale. Kouman w fè nonmen yon nèg minis lajistis san li pa gen okenn nosyon nan Dwa e sitou lè nou konsidere wòl si enpòtan moun ki okipe plas sa a dwe jwe pou fè yon sosyete mache byen? E se sa jisteman Préval, prezidan tètmato a fè, lè li te nonmen yon eleman retwograd tankou Paul Denis nan tèt ministè lajistis.

Se vre nou konprann se ant lafanmi Konze pou gato a separe, men mezanmi, nou kwè Préval te ka deniche yon lòt konze ki save nan Dwa pou okipe plas minis lajistis la, menmjan li te chwazi Pierre-Max Antoine sou premye manda la.

Nou konnen Denis ak Préval se tatawèl ak bizawèl depi nan peyi Bèljik kote yo te etidye ansanm, men nou kwè tou menmjan chèf konze a ak patwon blan li yo kreye yon sineki pou Claudy Gassant – ki limenm se yon konnèsè nan Dwa – kòm sekretè deta nan zafè penal, Paul Denis tou, kòm agwonòm, te ka pi byen kage sou chèz nan depatman lagrikilti.

Men konnesans, konpetans, se pa bagay konsa ki janm motive prezidan Préval ki pwouve chak jou dayè kouman li se yon nil nan tout dimansyon l. Pou li, tout voum se do. Kite mele l ak peyi, pèp? E se moun konsa menm seten gwo pisans renmen sou pouvwa nan peyi pòv tankou Idi Amin Dada nan Oganda

Mèt Claudy Gassant, ki renmèt demisyon l bay premye minis Bellerive ak minis lajistis la, fè konnen klèman minis jistis la, Paul Denis, pa konn on voum nan zafè jiridik, e li pa janm bay valè diferan rekòmandasyon li soumèt ba li pou pote bonjan solisyon nan pwoblèm penal la nan peyi a.

Men se nòmal, piske Denis, non sèlman pa gen konpetans nan zafè jiridik, men tou, menm jan kon zanmi/patwon l Préval, se pa fikse pwoblèm peyi ki enterese l. Dayè, nonm sa a, se yonn nan pi gwo konze retwograd ki kale an Ayiti e ki kontribye anpil nan okipasyon lawont peyi a ap viv jounen jodi a. Yon nonm konsa ki gen tout rayisman sa nan kè l pou mas yo nan peyi a e ki wè sèlman pòch li, pa gen ni fakilte ni volonte pou chita panse pote solisyon pou rezoud pwoblèm peyi. Nou konnen sa, li konnen sa e mèt li konnen sa tou.

Kanta Claudy Gassant, nou pa nayif ase pou nou ta ba li on tikras kredi menmlè li ta gen konpetans. Depi non sa ap site nan politik peyi a se toujou nan lòbèy, ou pa janm tande l pran yon pozisyon kòrèk anfavè mas pèp la Preval ak akolit li yo ap toupizi. Se sòti nan yon pòs antre nan yon lòt, sonje yo te menm voye l nan peyi vwazen al travay, jouk kounyea ou pa janm tande pozisyon li te pran pou ayisyen gouvenman dominiken an pa respekte dwa yo kòm imigran. Anfèt Gasan se yon manm lejitim nan fanmi konze a, machann peyi a, yon kabrit tonmazo menm plim menm plimay ak Paul Denis. Se yonn nan pyon Blan yo nan peyi a e yon tyoul Préval tou. Epòk latwoublay ki mennen a koudeta/kidnapin e okipasyon peyi a, Gassant pat inosan. Kit se an Ayiti kit se aletranje, Gassant te byen aktif nan ede Blan yo pase peyi a nan rans.

Alòs, si jounen jodi a li gen pwoblèm ak konpayèl li Paul Denis, n ap poze tèt nou keksyon : èske se vre s on pwoblèm konpetans sekretè deta nan zafè penal la genyen ak minis jistis la osnon yon pwoblèm pèsonèl li pa devwale? Antouka, mas pèp la k ap jemi limenm anba pwa senkant lamizè ak lenjistis pa kab foure bouch li nan chirepit 2 konze, 2 tyoul Préval, kabrit tonmazo k ap twoke kòn yo.

Moriso Laza

Nòt pou laprès Sendika Travayè Anseyan Inivèsite Ayiti

Pòtoprens nan dat 14 jen 2010

Nòt pou laprès pou denonse konpòtman iresponsab Rektora Univèsite Publique au Cap Haitien(UPACH)

Sendika Travayè Anseyan Inivèsite Ayiti (STAIA) ap denonse ak tout fòs li agresyon ki fèt sou pwofesè Dodat Mannejacque, yon manb li, nan dat ki te 12 mas 2010 la pandan l tap sipèvize deroulman yon egzamen. Nan moman sa a, kèk etidyan san respè pou pwofesè-a rive menm frape l epi ba l kout chèz. N ap denonse tou konpòtman Rektora Univèsité Publique au Cap Haïtien (UPACH) ak konsèy dekana yo ki pa manifeste okenn volonte pou sanksyone etidyan ki komèt zak baba ak malonèt sa a. Okontrè, responsab Inivèsite yo pito eseye pwoteje agresè yo nan chache kase fèy kouvri sa epi eseye mete responsabilite a sou pwofesè a. Yon konpòtman ki ap plonje enstitisyon nan yon gwo boulvès ak katchouboumbe.

Se nan sans sa a, jou kite 30 avril 2010 la, yon ti group etidyan sou baz yo pat pase yon egzamen deside kraze kou pwofesè Michelange Jerome lè yo antre nan sal la ak mizik tout kalte. Konsa, yo anpeche tout etidyan swiv kou yo kòm sa dwa. Malgre sa, rektora ak Konsèy dekana inivèsite a sanksyone pwofesè a pito epi pote soutyen yo bay pètibatè yo lè yo deside san ezitasyon bloke kou pwofesè a e menase lòt pwofesè an koulis pou ta chase yo.

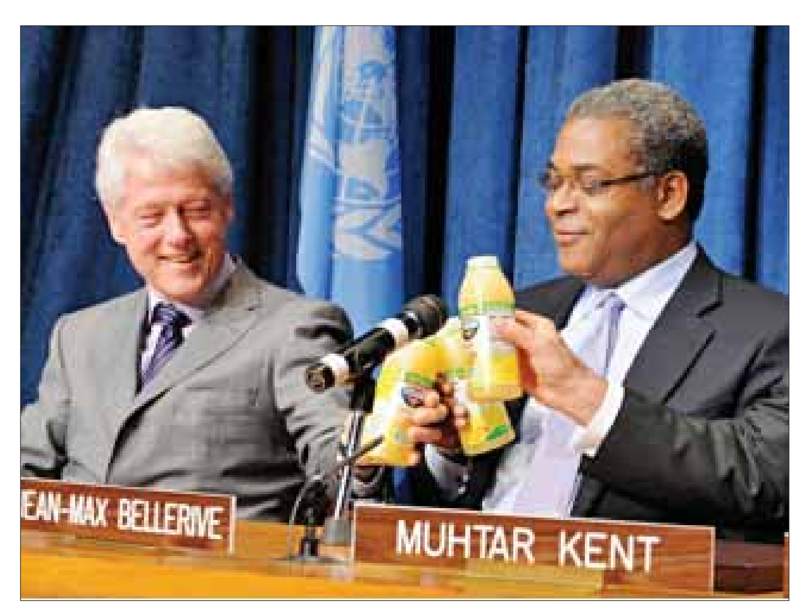
Devan sitiyasyon malouk sa a ki menase Inivèsite-a, STAIA ap mande Rektora ak Konsèy Dekana UPACH la pou li sispann ak move manipilasyon politik sa yo. Konsa, STAIA ap ekzije pou yo pran, prese prese, bon jan dispozisyon pou mete diferan aktè nan inivèsite-a ankonfyans. Youn nan premye dispozisyon sa yo se pran mezi disiplinè kont tout responsab agresyon ki te fèt sou pwofesè DODAT epi retabli kou ki te sispann sou baz chantaj popilis. Li enpòtan tou pou reskonsab Inivèsite-yo bay ekzanp Inivèsite-a pa yon savann ni yon gadjè. STAIA ap mande pou tout bagay sa yo fèt nan transparans.

Pou fini kòm pwofesè Dodat se manb fondatè sendika-a, STAIA ap enfòme Reskonsab Inivèsite-a, li deja kontakte avoka l epi l ap anvizaje fè yon aksyon an jistis kont tout moun ki te fè epi ankouraje agresyon vèbal ak fizik sou pwofesè a. Li lè li tan pou mòd pratik sa yo fini nan peyi-a.

Pou STAIA,
Gaspard Leunique, Louis Alvares ak Renel Exentus.



Le pouvoir public haïtien et la reconstruction de la capitale



Le Premier ministre haïtien, Jean Max Bellerive (à droite) et l'ancien Président américain, Bill Clinton

Catherine Charlemagne

C'est cette semaine que la *Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti* (CIRH), coprésidée par le Premier ministre haïtien, Jean Max Bellerive et l'ancien Président américain, Bill Clinton devait officiellement s'installer dans la cour de la Primature située aujourd'hui, au bicentenaire à Port-au-Prince. Cette installation est à la fois symbolique et politique dans la mesure où cette Commission paritaire mixte a pour mission la Reconstruction institutionnelle et physique d'Haïti. Alors même qu'elle s'est installée physiquement sous des tentes au cœur du siège du gouvernement de la République. On ne pouvait faire mieux dans le symbolisme.

Pour le moment l'on ne connaît pas encore l'agenda précis du programme de la CIRH. On ne sait pas non plus ses priorités dans les phases de la reconstruction : les institutions du pays ou la reconstruction physique ! Dans l'état actuel des choses, les deux, nous paraissent urgents et importants. Bien que, en toute logique, il va falloir quand même définir les priorités suivant l'axe par lequel on compte attaquer la problématique de cette reconstruction. Si la CIRH peut dépenser tous les milliards mis à sa disposition en « projets d'étude » et en « études de faisabilité» sur la reforme voire sur la refondation institutionnelle d'Haïti, sans que la population en voit le résultat pour la reconstruction physique des villes détruites par le séisme le 12 janvier 2010, alors la Commission est dans l'obligation de laisser des traces.

Dans ce cas précis, il faut absolument du concret, du palpable. Bref, des justificatifs. Il faut que les réalisations soient visibles. Les nouveaux visages des villes doivent, à eux seuls, justifier les raisons d'être de cette Commission tant critiquée par certains et soutenue par d'autres. Est-ce une simple coïncidence ou simple hasard ? Il ne reste pas moins, que parfois la nature fait bien les choses. La semaine qui précède l'installation de l'équipe de Bill Clinton au bicentenaire avec des têtes trop sympathiques pour être sincères parmi les treize membres de cette Commission, le ministre de l'Economie et des Finances, Ronald Beaudin, a annoncé un méga projet de reconstruction de la capitale haïtienne.

Dans les pays où la gestion publique se fait avec bon sens et logique, cela nous étonnerait fort que ce soit le ministre des Finances qui annonce ce genre de programme. Mais l'incohérence institutionnelle et l'absence de rationalité au point de vue de gestion publique en Haïti ont toujours été l'une, sinon la principale cause de cette gabegie administrative et politique qui nous a donné l'effet dévastateur du 12 janvier. D'autres pays avant et après Haïti ont connu des tremblements de terre à des échelles encore plus élevées, mais les pertes en vies humaines et en matériels n'ont pas été aussi catastrophiques. Le pouvoir public de ces pays n'a été dépourvu d'aucun moyen de fonctionner. Ces Etats n'ont pas été aussi vulnérables face aux éléments déchainés de la nature d'Haïti.

Il y a une raison à tout cela. Ces pays sont gouvernés avec cohérence en respectant les règles naturelles régissant le fonctionnement de la société humaine qui, par essence, est complexe et plurielle, tout en suivant des itinéraires où aucune dérogation n'est permise. Sinon c'est l'erreur fatale. Quelle est la logique à ce que ce soit le ministre des Finances qui annonce en grande pompe la reconstruction d'une ville ? En Haïti, c'est tout simplement parce que c'est ce personnage qui détient toutes les dépenses de la République et dont il est responsable.

Ce qui est évidemment une absurdité totale. Si par sa fonction en tant que grand argentier de l'Etat, le ministre de l'Economie et des Finances veille aux dépenses de l'Etat, il n'est, en revanche, nullement obligé d'être le décideur de ce qui, en pratique, ne le regarde point. Même quand il s'agit de financer les grands travaux de l'Etat, comme cela va être le cas pour la reconstruction de Port-au-Prince

Suite à la page (19)

Planification du développement économique

Par Joseph Dejoie

Le développement économique ne peut survenir automatiquement par lui-même. Il doit être planifié. Qu'est-ce qui constitue l'essentiel de la planification du développement économique? Je dirais que l'essentiel consiste de s'assurer une quantité suffisante d'investissements pour parvenir à une augmentation du revenu national qui soit substantiellement au-dessus de l'augmentation démographique de façon à ce que le revenu annuel per capita s'accroisse. Le facteur stratégique est l'investissement ou plus précisément l'investissement productif.

Le problème de la planification du développement est de s'assurer qu'il existe suffisamment d'investissements productifs et de diriger ces investissements dans les secteurs compétitifs et porteurs de l'économie nationale.

Haïti, comme tous les pays sous-développés, a besoin de savoir dans quelle direction avancer. Le problème du progrès se base en grande partie sur la prévention de la famine, la maladie et l'ignorance. L'existence d'un plan réel de développement est par conséquent un impératif. Le pays qui n'as pas de but et un programme pour atteindre ces buts, est généralement condamné à stagner et par conséquent à reculer sur l'échelle mondiale.

Pour démarrer le développement économique, la planification est d'une importance capitale. Certains projets bénéficient de la plus grande priorité à cette étape. Nous voulons parler des projets sur l'éducation, l'amélioration du transport et de la communication, etc… Ces projets sont en grande partie parmi les choses qui requièrent l'initiative de l'état. L'état doit prendre le leadership en pourvoyant à l'éducation du peuple, à construire des routes, des canaux d'irrigation des systèmes de communication, des centres de santé, etc…

Un pays pauvre comme le nôtre, est aussi dans l'obligation particulière de préserver ses ressources. Non seulement le capital est très rare, mais provient, en grande partie, de l'étranger sous forme de prêts ou de dons. L'emploi du capital et des autres ressources doit donc être planifié intelligemment de façon à ce qu'il assure une rentabilité maximum au plus grand profit de la population. Nous ne pouvons pas permettre le gaspillage de ressources pendant que la majorité de la population souffre d'un manque énorme de nourriture, de logements, d'hôpitaux et de services sociaux.

Il est nécessaire à cette étape de notre raisonnement d'analyser brièvement les caractéristiques d'un bon plan.

En premier lieu, un bon plan doit être pragmatique. En d'autres mots, le plan ne doit pas être irréaliste. Il doit avoir une certaine chance de succès.

La seconde caractéristique d'un bon plan est qu'il soit adapté au contexte économique et culturel du pays. Dans la première étape du développement, la formulation d'un plan ne doit pas être axée simplement sur les principes d'ordre économique. La priorité doit être plutôt de construire des organes administratifs indispensables, de développer une structure éducationnelle et culturelle de base et d'organiser un système social progressiste, juste et viable.

Il s'ensuit qu'au début du développement, l'objectif est d'établir et de renforcer la structure administrative, sociale et éducationnelle capable de supporter la charge de la future production et des nouveaux investissements.

La troisième caractéristique d'un bon plan est l'énoncé de stratégies claires et précises. Un bon plan doit opérer des choix sur la meilleure façon d'employer les ressources disponibles dans les domaines d'intervention sélectionnés. Il doit considérer quoi produire, comment le produire et quand le produire.

A titre d'exemple, dans le cadre de l'agriculture, tandis que certaines activités sont simplement utiles, certaines autres sont critiques pour son développement. L'irrigation et le drainage, les engrais, la mécanisation et les semences améliorées peuvent révolutionner notre agriculture qui se base essentiellement sur le système traditionnel de la culture de la terre. D'autres services tels que: l'emballage des vivres alimentaires ou la médecine vétérinaire auront seulement par contre un impact limité. Un bon plan doit faire la différence entre ce qui constitue une nécessité et ce qui est considéré comme un luxe pour un pays comme le nôtre.

La quatrième caractéristique d'un bon plan est qu'il prévoit les indicateurs de performance et les moyens de vérification de ces indicateurs. Pour vérifier les indicateurs de performance, le plan doit fixer certains standards. Il est très difficile de déterminer la performance d'une machine, d'un système ou d'un groupe d'individus sans avoir auparavant une unité de mesure.

Il faut établir des standards pour servir de mesure de performance. Cela permet de faire la différence entre le succès et l'échec d'un plan.

Tout plan, quelque bien établi soit-il, comporte des éléments qui peuvent échapper à la compétence du gestionnaire. Il devient alors difficile de faire des spéculations à propos de futurs problèmes. Pour contrôler l'incidence de ces problèmes imprévus, il devient donc nécessaire de créer des alternatives même si elles sont limitées dans leur déploiement. Par exemple, le fait de ne pas recevoir d'électricité provenant de la centrale électrique, peut avoir seulement un impact limité si l'on possède une génératrice comme une solution alternative.

Un plan global pour HAITI doit, à mon avis, se concentrer sur quatre points majeurs:

1) Développer l'économie du pays par l'agriculture et l'industrie.
2) Eduquer le peuple.
3) Bâtir une réelle démocratie.
4) Etablir des infrastructures qui répondent aux besoins du pays.

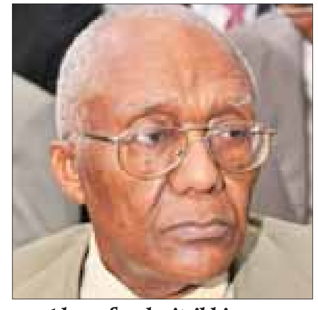
Préval veut maintenir le CEP!

Par Hervé Jean Michel

Tandis que des manifestations, revendiquant le départ du président Préval et du CEP de Gaillot Dorsinvil se poursuivent dans le pays, le chef de l'Etat et la « Communauté internationale » mettent le cap sur des élections générales et l'établissement de la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haiti (CIRH), dans l'état actuel de la situation.

La semaine écoulée, un peu partout dans le pays, des manifestations et des sit-in maintiennent la pression pour aboutir à la satisfaction des revendications. Dans une manifestation organisée le 10 juin aux Gonaïves, le président Préval, a été vivement dénoncé d'incrédibilité, d'immoralité pour organiser des élections. Selon Fritz Désir, un des principaux organisateurs de cette manifestation pacifique : « *Pas une seule des élections organisées sous l'ère de Préval n'était crédible* ».

A Port-au-Prince, hebdomadairement, des manifestations se tiennent revendiquant: le départ de Préval, le renvoi du CEP décrié de Dorsinvil et la destitution de la Commission Intérimaire pour la Reconstruction D'Haiti, entr'autres. C'est dans cette atmosphère de refus systématique que le président René Préval s'est prononcé au cours d'un forum organisé le vendredi 11 juin 2010, au Club Indigo, sur la Côte des Arcadins. Tenant à



Alors, faudrait-il bien se poser la question, Enel Désir, est-il le seul à baigner dans la corruption ?

préciser sa position, le chef de l'Etat, a avisé clairement que le CEP sera maintenu, avec seulement une considération. « *Un changement est possible car j'attends aujourd'hui un rapport de l'ULCC afin de savoir quelle décision sera prise dans le cas du Docteur Enel Désir.* »

Nul n'ignore que le représentant de l'Eglise catholique, Enel Désir, a été depuis belle lurette accusé de corruption, de confiscation de chèques au détriment d'employés de l'institution électorale. Cette affaire a fait surgir beaucoup d'accusations, sans que le chef de l'Etat, tout à son indifférence, ne se soit penché sur la question. De même, dans son ensemble, le CEP est accusé de partisannerie, d'immoralité, de manque de crédibilité pour avoir organisé des élections/sélections, totalement contestées. Pour le président de la République, il s'agit de conserver ce même CEP pour l'organisation des prochaines élections générales dans le pays. « *Ce Conseil n'a encore rien fait. Moi je n'ai aucun représentant au sein de ce Conseil* ». Voilà donc la réponse du premier mandataire de la Nation à ceux qui exigent son départ et celui du CEP ayant organisé les élections-nominations des 19 avril et 21 juin 2009.

Charles Henry Baker, le numéro 2 du Groupe des 184, qui a été au cœur du coup d'Etat du 29 février 2004, a solennellement déclaré : « *Si le président Préval persiste à vouloir réaliser des élections avec le CEP, nous nous verrons obligés de réclamer son départ. Nous avons quatre exigences : l'annulation de la loi sur l'état d'urgence, celle amendant l'article 232 de la loi électorale de juillet 2008, le renvoi du CEP, la tenue d'un dialogue honnête et franc entre les acteurs politiques et la nomination d'un directeur général crédible au CEP.* »

Comment Backer pourrait-il vouloir le départ de Préval et du CEP, dans la mesure où depuis le coup d'Etat du 29 février 2004 et la montée de l'actuel chef d'Etat au pouvoir, sa classe sociale exerce une mainmise totale sur la politique et l'économie du pays ?

Veut-il s'accaparer de la contestation qui tend à se généraliser au pays, pour mieux s'assurer de la part du lion dans un éventuel partage du gâteau national ? Victor Benoît prétend contester, mollement d'ailleurs, l'ingérence d'Edmond Mulet dans les questions concernant les élections. Ce politicien a oublié le rôle qu'il a joué dans la mise



Charles Henry Baker, le numéro 2 du Groupe des 184

sous tutelle du pays et dans l'exclusion de la majorité nationale. Benoît devrait faire son autocritique pour mieux se préparer à aller planter ses choux. Il doit prendre conscience de lui-même et se dire qu'il n'a lui aussi aucune crédibilité, aucun leadership pour jouer un rôle fondamental dans l'avenir politique d'Haiti !

Vers quel avenir se dirige Haiti ? Est-ce cet avenir semblable à son passé d'hibernation historique, ou assistera-t-on à une prise en charge patriotique des masses défavorisées, humiliées, exploitées, exclues de la res publica ?

Si aujourd'hui le grand proconsul Edmond Mulet dicte les règles du jeu en Haiti, la faute revient, principalement, à ces politiciens malades de pouvoir, à ces oligarques, n'ayant aucune conscience nationaliste, préférant sacrifier la terre des ancêtres pour satisfaire leurs intérêts mesquins. Regardons le président de la République (fort de la présence des troupes d'occupation en plus d'une armée de techniciens et de politiciens au service de l'impérialisme) qui ne daigne même pas écouter les cris de ceux qui, dans la rue agitent leurs revendications, il y a de deux mois environ!

Au Club Indigo, ce 11 juin, Préval a annoncé la publication d'un décret convoquant le peuple en ses comices, sans tenir compte de la contestation qui se généralise dans le pays et des mesures pour l'installation de la CIRH. D'ailleurs à aucun moment donné il n'a fait allusion au malaise qui existe dans le pays. Exactement, le pays est en face d'un pouvoir d'apartheid, c'est-à-dire un pouvoir qui ne tient nullement compte des avis contraires. Bien sûr, jouant le jeu du « diviser pour régner », les décideurs savent pertinemment qu'ils finiront par faire plier à leur volonté les nombreux opportunistes qui peuplent le camp de la contestation et par ainsi affaiblir le mouvement. Donc, pas question d'écouter, de prendre au sérieux un mouvement contre lequel on finira par avoir raison, au moment opportun. Préval le sait très bien. Il est toujours prêt à aller jusqu'au bout de sa politique du non recevoir, même si le mouvement garde son unité.



Victor Benoît

Le scandale provoqué par le représentant au CEP de l'Eglise catholique, le Dr. Enel Désir, témoigne que ces institutions qui se disent morales sont aussi responsables de la misère économique, politique, intellectuelle et morale qui ravage Haiti. C'était comme si le mal était l'apanage des pauvres, des exclus et des exploités. Personne ne peut oublier le scandale du CEP de Mathurin, ce produit de l'Eglise épiscopale d'Haiti.

Pourquoi pratiquer la justice dans ce pays, puisque ce peuple, fondamentalement religieux, ne comprend rien, n'entend rien en dehors des préceptes d'obéissance absolue, que lui a inculqués l'Eglise ?

Voilà, depuis l'aube des temps, la rétribution des humbles qui se sont confiés à la « sainte mère Eglise » ! Alors, faudrait-il bien se poser la question, Enel Désir, est-il le seul à baigner dans la corruption (il cumule de chèques) ?

Les autres membres du CEP, sont-ils dans l'ignorance totale de cette flagrante corruption ? Quand l'affaire est tombée dans le domaine public, nul n'a osé en parler ! La corruption n'est-elle pas ce phénomène courant en Haiti, conférant du prestige, dans la mesure où elle concourt à l'enrichissement immédiat des corrompus !

Où est l'honneur dans tout ça ? Ce dont il est question, ce sont les intérêts. Aucune place dans ce pays pour la pureté, l'altruisme et l'humanisme, puisque tout doit tendre vers des intérêts matériels. Voilà le but vers lequel foncent ceux pour qui tous les moyens sont bons pour s'enrichir.

A la grande surprise, un représentant de cette Eglise catholique, également membre de la Conférence Episcopale d'Haiti, l'évêque des Nippes, Mgr. André Dumas, un putschiste qui a œuvré contre la célébration du bicentenaire de l'indépendance et en faveur du coup d'Etat/kidnapping du 29 février 2004 (qui a ouvert la voie à l'occupation et à la mise sous tutelle d'Haiti) critique le président Préval pour vouloir maintenir ce CEP, par qui de nombreux scandales sont arrivés. Mgr. Dumas a exigé la démission du Dr. Enel Désir, comme point de départ de la mise à pied des actuels dirigeants du CEP de Dorsinvil. Selon lui, cette démission permettra à l'institution catholique de se tirer de l'embarras, une évidence qui démontre clairement que ce magister n'est pas habitué à prendre de judicieuses décisions, surtout quand c'est un puissant de son sein qui provoque le scandale.

C'est dans cette atmosphère délétère que se déroule la bataille politique d'aujourd'hui, d'une part pour renforcer la mise sous tutelle d'Haiti et d'autre part pour s'acheminer vers cet avenir incertain, qui est la marque du destin des peuples dominés, colonisés, condamnés à lutter pendant toute leur existence. Néanmoins, l'histoire avertit que de plus en plus la lutte deviendra ardue, car les impérialistes ne vont pas lâcher prise. Depuis longtemps ils exercent cette mainmise et cette domination sur la République d'Haiti.

Vers quoi devons-nous tendre aujourd'hui, vers une obéissance passive et aveugle aux maîtres d'Haiti, ou vers une lutte atroce et douloureuse pour bouter dehors les colonialistes ?

Préval Rejects Electoral Council Overhaul

By Kim Ives

President René Préval said this week that he will not change the Provisional Electoral Council (CEP) which he hand-picked late last year. Large demonstrations nationwide over the past month have called for replacement of the current CEP, presided over by Gaillot Dorsinvil, after it disqualified 15 parties last November, including Haiti's largest, former President Jean-Bertrand Aristide's Lavalas Family.

Parliamentary elections had been planned for Feb. 28 but were cancelled after the Jan. 12 earthquake. New parliamentary and presidential elections are now scheduled for Nov. 28.

On Jun. 10, hundreds rallied in the northwestern city of Gonaïves to demand a new CEP. "*Not one of the elections held under the latest Préval administration has been credible,*" said Fritz Désir, one of the demonstration's main organizers.

During three weeks in May, three large marches of thousands in the capital demanded not just the CEP's removal but also Préval's (see *Haïti Liberté*, Vol. 3, No. 45, 5/26/2010).

A previous Préval-appointed CEP held partial Senate elections and run-offs on Apr. 19 and Jun. 21, 2009. Both pollings, from which the Lavalas Family was also disqualified, drew less than 5% voter participation. A similar boycott was expected for the Feb. 28 vote.

On Jun. 11 at a business conference at Club Indigo on the Arcadin Coast below St. Marc, Préval said that he was contemplating to change only the Catholic Church's CEP representative, who is accused of corruption. The government's Corruption Fighting Unit (ULCC) is investigating Dr. Enel Désir for embezzlement and influence peddling.

"*A change is possible because I expect a report today from the ULCC to know what decision will be taken in the case of Dr. Enel Désir,*" Préval said.

Préval rejected charges that the current CEP is acting to give electoral advantages to his party, Unity, which, by default, swept last year's boycotted elections. "*I have no representative in this Council,*" Préval responded. The nine-member council was selected by Préval from 18 nominees submitted to him by arbitrarily determined "civil society" sectors: Protestants, Catholics, Episcopalians, Vodou Practitioners, Handicapped, Women, Unions, Political Parties, Federations of ASECs and CASECs (local community councils).

The 1987 Constitution foresaw the establishment of a Permanent Electoral Council to be named through a pyramid of elections within the ASEC (Communal Section Assembly) system. In part due to the political interruptions and instability caused by the 1991 and 2004 Washington-backed coups d'état, Haiti has never known anything other than arbitrarily concocted and unconstitutional Provisional Electoral Councils.


Jenny Rockett

MINUSTAH chief Edmond Mulet called mobilizations against Préval and his CEP "unconstitutional and anti-democratic." Haitian popular organizations have called Mulet "persona non grata" in Haiti.

Condemnation from across the political spectrum has met Préval's intransigence. *"The Lavalas Family calls for anticipated elections with an honest and transparent CEP so that we can have a strong, legitimate government which comes from honest, democratic and inclusive elections with a very large participation."* said Dr. Maryse Narcisse, the Lavalas Family's spokeswoman in a Jun. 7 press conference. "*The Lavalas Family extends its hand to all political parties that understand the Machiavellian game which is being played out today. Let us abandon the spirit of pride and bitterness so that the patriotic spirit triumphs so that together we can, with mutual respect, fight the exclusion which is devouring the dream of social justice bequeathed to us by our ancestors.*" Narcisse added that Préval's government was "*corrupt and deprived of legitimacy.*"

Meanwhile, William Jeanty of the Working Together for Haiti party (KONBA) called Préval's election plans "*a criminal enterprise*" while Victor Benoît of the Alternative Platform called them "*an autocratic policy.*"

Even Charles Henry Baker, a sweatshop owner and No. 2 of the Group of 184, the "civil society" front which spearheaded the Feb. 29, 2004 coup against Aristide, declared: "*If President Préval insists on holding elections with this CEP, we will be obliged to demand his departure. We have four demands: the cancellation of the state of emergency law which amends Article 232 of the July 2008 Electoral Law, the renewal of the CEP, the holding of an honest and open dialogue among all political actors, and the appointment of a credible Director General for the CEP.*"

Another 2004 coup supporter, the Archbishop André Dumas of the Nippes Department, also condemned Préval's preservation of the current CEP, saying that Dr. Enel Désir's removal should be the "*first step*" in a "*general overhaul*" of the entire CEP.

Meanwhile, the civilian head of the United Nations occupation force known as MINUSTAH (U.N. Mission to Stabilize Haiti) criticized the past month's anti-Préval mobilization during the Jun. 2 Donor Conference in Punta Cana, Dominican Republic. "*As long as victims [of the Jan. 12 earthquake] are living in precarious conditions, they will have all the reasons in the world to demonstrate their discontent,*" said Edmond Mulet, a former Guatemalan diplomat, in a press conference. "*And this discontent can be used for political ends.*"

Mulet said that the "*calls made by various sectors of Haitian society for political changes are both unconstitutional and anti-democratic... These calls distract attention from the important task of reconstruction and development. Power must be transferred by means of legitimate elections. That means that the parameters fixed by the Constitution in electoral matters must be respected.*"

Mulet heads an occupation force which is explicitly forbidden by the Haitian Constitution and defends an electoral process which is Constitutionally irregular, to say the least.

Two days later, on Jun. 4, thousands of peasants marched in Hinche calling, in part, for Préval's ouster while hundreds more rallied with the same call in Port-au-Prince.

The Heads Together of Popular Organizations (Tèt Kole), the principal coalition organizing the demonstrations calling for Préval's ouster and the CEP's renewal, called Mulet "*persona non grata*" in Haiti in a May 26 press conference.

Only 15% for Haitians:
Interim Commission Prepares to Dole Out Reconstruction Contracts

By Kim Ives

After many delays, on Jun. 17, the Haitian government will finally announce the composition of the Interim Haiti Reconstruction Commission (CIRH), which will direct how billions of dollars in post-quake reconstruction aid will be spent. The original Commission, as outlined in the Haitian government's Action Plan presented at the Mar. 31 UN Conference, had 13 voting foreign members representing donor banks and nations with only 11 voting Haitians (and one Haitian diaspora observer). Recent reports suggest that the Commission to be announced may now be changed to 10 voting Haitians and 10 voting foreigners in the face of withering criticism.

Whatever the CIRH's final configuration, there is little doubt that most of the billions in its charge will go to foreign, and principally U.S., construction firms, particularly behemoths like Halliburton, DynCorp and Brown & Root. In a Jun. 7 piece entitled "*Foreign firms in Haiti ready for construction boom,*" Associated Press writer Ben Fox detailed how "*Pompano Beach, Florida-based AshBritt Inc. so far has invested $25 million in its Haitian reconstruction operation covering a soccer field.*" Now the company's owner, Randall Perkins, is just waiting for "*a government contract to make his investment pay off.*"

"*The future of Haiti is very bright, and Ceres looks forward to being a part of that future,*" David A. Preus, Ceres Environmental's Haiti operations project manager, told the AP. Minnesota-based Ceres Environmental was awarded nearly $500 million from the U.S. government to remove debris after Katrina, Fox reports, and is partnering with Yele Haiti, the charity founded by Haitian-born singer Wyclef Jean, to build 100 temporary wood-frame homes for quake survivors.

But pity the poor Haitian businessman trying to get a piece of the action. One Haitian entrepreneur, who requested anonymity, spoke to Leslie Voltaire, the Haitian liaison between CIRH co-head Bill Clinton and the Haitian government.

"*He told me that only 15% of the contracts will be going to Haitian contractors,*" the businessman said. That leaves 85% of the deals for U.S. and other foreign contractors. This is why the "international community" is insisting on controlling the CIRH and establishing an 18-month "state of emergency" law which prohibits Haitian elected officials from overriding their takeover of Haiti's reconstruction.

The vulture capitalists are savvy, however, shunning the spotlight and finding Haitian frontmen. As Fox points out, "*most of the companies seeking work in Haiti won't talk about it, in part to avoid seeming like they are capitalizing on catastrophe. There is also fierce competition for contracts to clear debris, carve new roads and drainage canals, restore the electrical grid and rebuild government offices. AshBritt is one of the more open. The company has formed a joint venture with the GB Group, a conglomerate run by one of Haiti's wealthiest men, Gilbert Bigio, and established partnerships with a number of smaller construction firms.*"

On Mar. 31 at the UN Conference in New York, some 60 nations pledged $9.9 billion for Haiti's reconstruction and on Jun. 2 in Punta Cana, Dominican Republic, another conference pledged $7.8 billion. The funds are to be managed, not by the Haitian government, but by the World Bank. However, it appears that few countries have actually anted up their pledges.

So, "*no one is doing anything yet. All the companies are waiting for the projects to be approved,*" said Manuel Estrella, president of Grupo Estrella, a Dominican construction firm.

But the spigot surely will be turned on this week when the CIRH is inaugurated.

AFRIQUE DU SUD : SEIZE A



De gauche à droite : l'actuel président de l'Afrique du Sud Jacob Zuma, Nelson Mandela et l'ex-président Thabo Mbeki

Le puissant Parti Communiste d'Afrique du sud analyse avec lucidité la situation socio-économique et politique inquiétante du pays, 16 ans après la sortie de l'apartheid

Le Parti Communiste d'Afrique du Sud (SACP) est un parti qui a une grande histoire forgée dans la lutte contre l'apartheid, et dans laquelle il a tissé des liens de sang avec ses organisations frères: l'ANC de Mandela et le syndicat de la COSATU *. Avec ses trois organisations, ils forment l'alliance tri-partite qui gère l'Afrique du Sud depuis 1994, et le retour de la démocratie.

Parti de plus de 20 000 militants à l'aube de l'an 2000, le Parti Communiste a su devenir un parti de masse, avec ses 96 000 militants – avec une jeunesse et un dynamisme notables chez ses adhérents – non en reniant ses fondamentaux marxistes-léninistes mais bien en affirmant sa nature de parti de classe. Sa force repose avant tout sur son implantation dans les quartiers et sur les lieux de travail, sur son lien organique avec le syndicat de classe COSATU et enfin sur la justesse de sa position vis-à-vis de l'évolution de la Révolution national-démocratique.

Pilier de l'alliance tripartite, défenseur acharné des conquêtes de la lutte contre l'apartheid, le Parti communiste n'en reste pas moins très critique envers l'évolution « bourgeoise » et « capitaliste » de la Révolution national-démocratique. Et c'est ici moins un instantané que la mise en perspective historique du Parti Communiste qui nous permet de mieux comprendre les racines de cette révolution inachevée.

Tout au long du mois d'avril, avec nos alliés, le SACP a mené une campagne pour intensifier la lutte contre la corruption. Nous avons entamé 34 jours de lutte intensive le 29 mars, lors d'un séminaire plus que réussi sur la corruption à Braamfontein. Durant ce mois d'avril, et en l'honneur de notre martyr, le camarade Chris Hani, nous avons porté la campagne dans les quartiers et les lieux de travail. Le 30 avril, il y eût un défilé massif mené par le SACP à Durban contre la corruption avec à sa tête notre secrétaire-général, le camarade Blade Nzimande, et le secrétaire-général de la COSATU, le camarade Zwelinzima Vavi

Et le jour suivant, le 1er mai 2010, en tant qu'intervenants du SACP, avec nos camarades de la COSATU et de l'ANC, nous avons profité de l'occasion des commémorations du 1er mai dans tout le pays pour conclure cette première phase de ce qui doit être désormais une lutte intensive et de tous les moments contre le fléau de la corruption.

Mais pourquoi le SACP a-t-il choisi le thème de l'intensification de la lutte contre la corruption? Et n'y a-t-il pas d'autres questions importantes concernant la classe ouvrière d'Afrique du Sud en ce moment? Oui, nous avons de nombreux défis à affronter, mais si nous ne remportons pas une victoire contre ce fléau que constitue la corruption, nous perdrons sur toute la ligne.

La lutte contre la corruption est une lutte morale, mais elle n'est pas juste une lutte morale. Elle fait partie intégrante de la lutte de la classe ouvrière et des forces populaires contre ceux qui compromettent, affaiblissent, sapent et littéralement bradent notre Révolution national-démocratique.

Pour comprendre pourquoi nous disons cela, il est important de revenir un peu en arrière et de penser à la réalité actuelle de l'Afrique du Sud

16 années de démocratie et notre peuple vit encore dans la pauvreté

Mardi de la semaine dernière, nous avons fêté le 16ème anniversaire de la démocratie en Afrique du sud. Durant ces 16 années, ensemble, nous avons accompli de grandes choses. Et pourtant les travailleurs et pauvres d'Afrique du sud continuent à endurer des salaires de misère, le chômage, le manque de terres, des services de santé de piètre qualité et plus généralement de piètres opportunités en terme d'éducation et de formation.

Durant les 16 dernières années, nous avons réalisé de grandes choses, mais: lorsque nous avons commencé en 1994, le taux de chômage (dans sa définition la plus étroite) avait atteint le niveau critique de 24%. Au milieu de l'année 2008, juste avant que la crise capitaliste mondiale frappe l'Afrique du sud, et après 15 ans de croissance économique, quel était le taux de chômage (toujours défini de manière étroite)? Il était plus ou moins EXACTEMENT au même niveau que celui de notre point de départ – 24%!! (Depuis la récession, et la perte de près d'1 million d'emplois l'année dernière, la crise du chômage a encore empiré)

Lorsque nous avons commencé en 1994, après des siècles d'oppression raciale, nous étions l'une des sociétés les plus inégalitaires au monde. Et maintenant, après 16 années de « services rendus » à notre peuple, où en sommes-nous? De manière choquante, les inégalités de revenus (mesurés par le coefficient dit GINI**) nous enseignent que nous sommes restés une société plus inégalitaire que jamais. Nous sommes parmi les pires pays dans le monde. Et cette inégalité reste fortement racialisée.

Lorsque nous avons commencé en 1994, dans notre Programme de Développement et de Reconstruction (RDP), nous avions estimé que la pénurie de logements était de 3 millions. De manière incroyable, au cours des 16 dernières années, nous avons en réalité construit plus de 3 millions de maisons à coût modéré. Alors, quelle est l'état de la pénurie des logements désormais? Selon le Ministère du logement, la pénurie de logement se situe désormais quelque part entre 2 et 3 millions de logements!!

Pourquoi avons-nous l'air de tourner en rond? Pourquoi, quand vous avez fait tant de choses au cours des 16 dernières années, avons-nous l'impression de revenir à notre point de départ?

La DA [droite nostalgique de l'apartheid] et les autres partis d'opposition nous disent que nous ne pouvons continuer à accuser l'apartheid. Et, en quelque sorte, le SACP est d'accord avec eux (mais seulement pour être en désaccord total avec eux, bien sûr, en fin de compte). Oui, il est vrai que nous ne pouvons pas continuer à accuser l'apartheid... c'est le CAPITALISME qu'il faut accuser.

Après tout, nous avons démantelé le système d'apartheid, nous avons aboli les lois d'apartheid et la constitution d'apartheid. Mais sous l'apartheid, il y a toujours eu un système qui le soutenait et le façonnait... et ce système était un système capitaliste.

Et avant l'apartheid, pendant la période du ségrégationnisme sous Jan Smuts***, il y avait un système qui continuait à fonctionner, façonnant les destinées de notre pays et de son peuple... et ce système était un système capitaliste.

Mais avant le ségrégationnisme, pendant la période de la conquête coloniale et de la dépossession, il y avait un système qui a envoyé des armées sur nos côtes, qui a mis en place des lignes de chemins de fer et construit des ports coloniaux, qui ont contraint des millions de paysans à devenir des travailleurs migrants. Il y avait un système qui était à l'origine de la formation de l'Afrique du sud elle-même, si on remonte à 1910, il y a exactement 100 ans... et ce système était un système capitaliste.

Nous avons aboli l'apartheid, Smuts est venu et est reparti, l'ère de la conquête impériale et de la colonisation de notre pays est du passé... mais ce qui continue à exister, c'est ce même système d'oppression qu'est le capitalisme.

Et ici, nous ne sommes pas en train de parler du capitalisme en général, mais la version particulièrement virulente de capitalisme semi-colonial qui a été imposé à l'Afrique du sud au cours des cent dernières années. C'est une version du capitalisme qui persiste à ce jour.

Si l'on veut comprendre pourquoi, après 16 années de démocratie et un grand nombre de « services rendus » à notre peuple, nous continuons encore à tourner en rond – alors, il est absolument essentiel de comprendre la nature du modèle de croissance capitaliste Sud-Africain. Nous devons le comprendre, afin collectivement de le déraciner et de le détruire, et de mettre notre pays sur les rails d'un nouveau modèle de développement.

Le modèle de croissance capitaliste semi-colonial de l'Afrique du sud

Afin de comprendre les traits principaux du modèle de croissance capitaliste qui est en place depuis 100 ans, il est nécessaire tout d'abord de se rappeler comment le capitalisme est arrivé en Afrique du sud. Il n'a pas émergé de manière organique. Il a été imposé, tout neuf, tout juste sorti de la boîte, importé du plus avancé des pays capitalistes, fin 19ème siècle. C'est la révolution minière de la fin du 19ème siècle importée qui a marqué les débuts de la révolution capitaliste Sud-africaine.

Depuis, notre économie a été dominée par ces réalités qui ont façonné notre société:

Encore aujourd'hui, l'Afrique du sud est trop dépendante de l'EXPORTATION de biens bruts, primaire, comme les minerais.

Encore aujourd'hui, l'Afrique du sud est trop dépendante de l'IMPORTATION de biens manufacturés, machines-outils, technologies et biens de luxe.

Encore aujourd'hui, il y a un niveau élevé de concentration monopoliste dans notre économie – les nombreux scandales autour des ententes sur le prix du pain ou de l'acier, par exemple, dévoilés par la Commission sur la concurrence, en sont une indication.

Liés à tout ce qui était dit au-dessus, nos petites et moyennes industries sont très faiblement développées et notre secteur manufacturier est faible (et il est devenu encore plus faible au cours des dix dernières années, puisque de nombreuses régions de notre pays ont été dés-industrialisées). Pourtant, ce sont les branches qui sont généralement les plus intensives en main d'œuvre.

Encore aujourd'hui, comme au tout début du capitalisme en Afrique du sud, nous avons un marché du travail fortement dualisé. D'un côté, une mince strate d'artisans qualifiés et de techniciens – autrefois presque exclusivement blancs. Et, d'un autre côté, une masse de travailleurs non-qualifiés et semi-qualifiés. A l'origine, la majorité de ces travailleurs étaient des travailleurs migrants rattachés aux mines. Mais avec le développement du capitalisme, a émergé une classe ouvrière noire plus installée, urbanisée – mais cela n'a rien changé à la nature fortement dualisée du marché du travail.

Nous continuons à avoir une classe ouvrière divisée parce que notre système d'éducation et de formation reproduit encore une mince minorité de personnes qualifiées, et une masse de personnes sous-qualifiées et souvent inemployables.

Nous avons une classe ouvrière divisée parce que la masse des travailleurs et des pauvres continue à être marginalisée dans les townships-dortoirs sombres et loin du centre. Même nos trois millions de maisons du plan RDP ont reproduit cette répartition spatiale héritée de l'apartheid – les quartiers communautaires existent en fait, si ce n'est en droit. Désormais ils sont reproduits par le marché immobilier capitaliste.

Mis ensemble, ces éléments essentiels du modèle de croissance capitaliste de l'Afrique du sud nous emmènent au cœur de la réponse à cette question: pourquoi, en 16 ans de démocratie, avons-nous l'impression de tourner en rond?

Nous devons mettre l'Afrique du sud sur un modèle de croissance différent. C'est exactement ce que le Président Zuma a déclaré lors de son Discours sur l'Etat de la nation au Parlement l'an dernier. C'est exactement ce que le camarade Pravin Gordhan a déclaré lors de son discours sur le budget cette année. C'est exactement ce que le gouvernement avait en tête quand il a rendu public son nouveau Plan d'action de politique industrielle (IPAP) cette année. L'IPAP est un facteur clé dans la transformation de notre modèle de croissance actuel, capitaliste semi-colonial. La même analyse s'applique à toutes nos autres priorités stratégiques – créations d'emplois, développement rural, la couverture sociale y compris la NHI (Assurance nationale de santé), l'éducation et la formation, la rupture avec le moule des townships-dortoirs et la constitution de quartiers avec mixité sociale, la lutte contre le crime et la corruption – ce ne

Honorons la mémoire révolutionnaire du camarade Chris Hani !

ANS APRÈS L'APARTHEID !



Le Parti Communiste d'Afrique du Sud (SACP) a tissé des liens de sang avec ses organisations frères: l'ANC et le syndicat de la COSATU, ces trois forment l'alliance tripartite qui gère l'Afrique du Sud depuis 1994

sont pas des défis déconnectés les uns des autres – ils sont tous liés et forment un tout pour mettre notre société sur les rails d'un modèle de développement différent.

Mais pourquoi n'avons-nous pas commencé à nous occuper de cela plus tôt?

Le facteur subjectif – le projet de classe 1996

Jusque là, nous avons regardé la réalité OBJECTIVE à laquelle nous sommes confrontés – ce système capitaliste semi-colonial qui continue à reproduire la pauvreté, le chômage et l'inégalité. Mais pour expliquer pourquoi nous n'avons pas sérieusement transformé cette réalité objective, il est aussi important de nous examiner nous-mêmes, la réalité SUBJECTIVE – en d'autres termes, nous devons regarder sur ce qui se passe au sein de notre propre mouvement – l'alliance menée par l'ANC.

Au cours des dix dernières années, après une lutte longue et difficile, idéologique et organisationnelle, au sein de notre mouvement, le SACP, avec un large éventail des forces de l'Alliance, a réussi à vaincre, à tous les niveaux, la domination dans l'ANC et le gouvernement d'un courant droitier, réformiste – ce que nous avons appelé « le projet de classe 1996 ».

Dans les médias, et parmi nos opposants, notre lutte contre cette tendance a souvent été dépeinte comme une bataille étroitement sectaire entre personnalités et factions, uniquement pour prendre le contrôle de l'ANC. Il est important de nous rappeler que ce n'était JAMAIS ce que NOTRE lutte contre le « projet de classe 1996 » a été.

Nous avons dit que c'était une lutte contre le RÉFORMISME, et ce pour une raison très précise. Dès le milieu des années 1990, l'ANC a commencé à être dominée par une tendance qui ne pouvait pas et ne voulait pas reconnaître que faire progresser et défendre la Révolution national-démocratique après 1994 nécessitait une lutte intensifiée pour transformer radicalement (et ne pas seulement réformer) les traits semi-coloniaux du modèle de croissance capitaliste Sud-africain vieux d'un siècle.

En revanche, ils ont cru que la croissance tirée par le marché (cad, en pratique, la perpétuation du même modèle de croissance semi-colonial), mais désormais sous la co-direction d'une nouvelle classe politique et capitaliste noire, était l'objectif stratégique principale de la Révolution national-démocratique post-1994. « Allez-y, faites-vous du fric! », ont-ils dit aux cadres de l'ANC

Mais ce « projet de classe 1996 » avait toute une série de contradictions internes. Une de ces contradictions était la tension entre:

Les exigences de restaurer le processus d'accumulation capitaliste, et de retrouver le modèle de croissance traditionnel après une décennie de crise aggravée dans les dernières années de l'apartheid, d'une part et;

Le processus d'accumulation primitive qui avait besoin d'une nouvelle strate de capitalistes noirs (« capitalistes sans capital »), d'autre part.

Le premier objectif exigeait que la nouvelle classe politique utilise le pouvoir d'Etat pour créer un environnement favorable aux investisseurs, pour créer des conditions favorables aux grands groupes Sud-Africains pour qu'ils puissent s'étendre régionalement et internationalement, qu'ils adoptent une ligne dure sur le déficit budgétaire (cad, de réduire le « fardeau » fiscal pour la bourgeoisie), et de s'atteler au problème des goulots d'étranglement qui se sont constitués durant les 15 derniers années du régime d'apartheid. Cela nécessitait aussi la stabilisation de « l'État de droit » bourgeois, la garantie des droits de propriété, et une gestion politique « raisonnable » de l'État (cad, « raisonnable » comme l'estiment les agences de notation internationale et les entreprises trans-nationales d'audit).

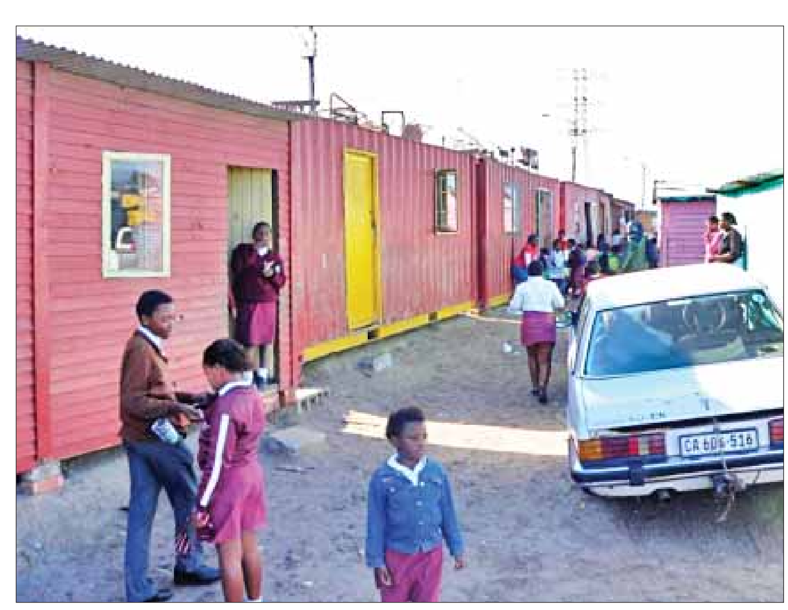
Le second processus a été confronté au dilemme suivant: comment une strate de capitalistes en herbe allaient acquérir le capital. Deux stratégies liées entr' elles ont été utilisées pour encourager la création d'un capital BEE [Black economic empowerment – législation post-apartheid encourageant l'accès à des postes de direction ainsi que la détention d'actions, d'entreprises et plus largement de capital par la bourgeoisie noire]

Utilisant la législation ainsi que d'autres moyens, on a imposé à la bourgeoisie en place de laisser une partie du gâteau aux entrepreneurs BEE. Dans le fond, cela a été un mariage d'intérêt entre éléments de la nouvelle caste politique d'Etat et le capital en place. En échange de la dot que constituent des politiques d'Etat « favorables au marché », le capital en place a accepté à contrecoeur de céder un pourcentage des



Après 16 années où en sommes-nous? De manière choquante, les inégalités de revenus nous enseignent que nous sommes restés une société plus inégalitaire que jamais. Et cette inégalité reste fortement racialisée

titres de propriété à la nouvelle élite. Nous savons, bien sûr, que ce type de promotion étroite BEE a été plein de faiblesses. Les objectifs ne sont que rarement respectés. Tous les capitalistes sans capital assoiffés ne peuvent être hébergés dans les Conseils d'administration. Les capitalistes BEE se sont souvent vus accorder des activités marginales (comme la plupart des mines BEE – cf le récent scandale Aurore). Bon nombre des capitaux BEE sont aussi des capitaux fortement endettés. Ce sont souvent des actions cédées sous forme de prêts à rembourser dans une période de 5 ans, par exemple, et sujettes aux fluctuations de la Bourse. Le capital BEE est, donc, aussi typiquement un capital non-productif – mais plutôt un capital retiré de la circulation productive – et par conséquent un investissement sans création d'emplois. En outre, cette couche capitaliste BEE souvent ne joue pas, et ne peut pas jouer, le rôle plein et entier d'une classe capitaliste. Son rôle de propriétaire est souvent nominal (il sert de façade à d'autres), et son rôle actif managérial dans l'investissement et la re-



L'école de Chris Hani

distribution de capital est limité. Ce sont les raisons pour lesquelles nous les avons qualifiés comme étant une classe aux tendances « compradores », cad qu'elles agissent souvent comme un intermédiaire, représentant les intérêts du grand capital (national et international) dans les marchés locaux, en particulier les appels d'offre.

L'utilisation des chartes et de la législation BEE pour récupérer du capital de la bourgeoisie en place, pour promouvoir une nouvelle couche de capitalistes noirs a été UNE source du capital BEE. Le second moyen principal a été le pillage éhonté des ressources publiques. Comme tous les capitalistes émergents avant eux – des propriétaires terriens de l'Angleterre du 17ème siècle qui ont clôturé les Communaux, aux randlords d'Afrique du Sud de la fin 19ème et début 20ème – nos capitalistes noirs émergents



se sont souvent montrés peu préoccupés par les subtilités du droit, ou le respect de la propriété et des ressources publiques. Au cours des 15 dernières années, il y a eu un pillage massif de ressources publiques, en utilisant notamment les procédures d'appels d'offres publics soit à grande échelle (comme pour les commandes d'armement) ou à l'échelle micro, au niveau des gouvernements locaux. Les accords de privatisation, le tender-preunariat [de tender-preneur – jeu de mot entre tender (marché public) et entrepreneur – néologisme du SACP désignant les capitalistes sud-africains qui se sont enrichis, grâce aux marchés publics frauduleux], les renvois d'ascenseur, les bonus de « performance » gonflés dans les entreprises para-publiques, ont été tous un tas de mécanismes de cette forme d'accumulation primitive. Certains d'entr' eux étaient protégés par la « loi », la plupart ont été de la corruption pure et simple.

Il est facile de voir comment, tôt out tard, le projet de classe 1996 se heurterait à toute une série de contradictions internes, en particulier entre les exigences de mise en place d'un État de droit bourgeois qui obtiendrait l'approbation d'Ernest and Young et des autres, d'une part, et le mépris de la loi implicite inhérent à tout processus d'accumulation primitive, vivant de manière parasitaire sur les ressources publiques et étatiques, d'autre part.

Depuis environ 2005, les contradictions entre les intérêts de ceux qui étaient désormais fermement établis comme capitalistes (et qui étaient bien heureux que l'on ferme les yeux sur leurs propres pillages antérieurs) et ceux qui sentaient qu'ils ne l'étaient pas encore suffisamment ont commencé à se manifester au sein de l'ANC et du gouvernement. Les figures associées au projet de classe 1996 ont été incapables de maintenir l'équilibre entre ces forces contradictoires qu'ils avaient eux-mêmes déchaînées. Cela a contribué à leur défaite à la conférence nationale de l'ANC, à Polokwane en 2007

Comme nous l'avons dit auparavant, les forces derrière cette défaite n'étaient pas, elles, unies. D'une part, le SACP, la COSATU et tant d'autres au sein de l'ANC ont avancé une critique DE PRINCIPE des POLITIQUES réformistes du projet de classe 1996. D'autre part, il y avait ceux dont l'opposition au cercle autour de l'ancien président Mbeki ne reposait pas sur des questions politiques, mais sur de petites rivalités personnelles, des ambitions affairistes frustrées, et un sens particulier de l'injustice, l'idée que l'État de droit n'était valable que pour les autres, et pas pour eux.

La nouvelle tendance

Les tensions et défis actuels au sein de l'ANC se trouvent fondamentalement entre: ceux pour qui Polokwane visait à faire de la place pour leurs propres appétits, pour faire leur place dans le processus d'accumulation primitive, trouver une « gamelle »; et chacun d'entre nous, ceux pour qui l'élimination du groupe Mbeki visait à créer les conditions pour changer de politique, pour se concentrer sur la tâche principale qui est placer notre pays sur les rails d'une voie de développement différent, pour se concentrer sur nos priorités stratégiques majeures – création d'emplois, couverture santé, éducation, développement rural et lutte contre le crime et la corruption.

Et c'est pourquoi, pour ce premier mai 2010, en tant que SACP, nous disons que le principal défi OBJECTIF de notre lutte national-démocratique en 2010 est d'avancer dans la voie d'un nouveau modèle de développement pour notre pays.

Mais si nous voulons nous élever jusqu'à ce défi objectif, alors nous devons, dans le même temps traiter le défi SUBJECTIF majeur – vaincre le fléau de la corruption dans notre société en général, y compris dans le secteur privé, bien sûr, mais, en particulier, dans nos rangs, dans notre propre mouvement, et au sein du gouvernement

Il y a quarante ans, le jeune Chris Hani avait courageusement rédigé, et apposé sa signature, un mémorandum adressé à la direction de l'ANC en exil. Dans ce mémorandum, Hani et ses co-signataires ont cherché à analyser pourquoi la lutte armée connaissait un reflux. Le mémorandum identifiait le factionnalisme, le favoritisme, la perte du zèle et de la moralité révolutionnaires et l'impact corrosif de la corruption dans nos rangs. Certains membres de la direction ont arrêté à l'époque Hani pour « mutinerie ». Cependant, d'autres dirigeants de l'ANC ont reconnu la sagesse et les intentions constructives du camarade Chris Hani et de ses compagnons et ils l'ont relâché. Le mémorandum a joué un rôle direct dans la fameuse conférence de l'ANC de Morogoro de 1969, et cela, en retour, a mené à la revitalisation de notre mouvement et à une reprise importante dans la lutte populaire révolutionnaire dans notre pays, au cours de la décennie suivante.

En 2010, honorons la mémoire révolutionnaire du camarade Chris Hani. Dans les boutiques, dans les organismes para-étatiques, dans le privé comme dans le public, dans nos quartiers et nos organisations, engageons-nous tous solennellement à nous tenir debout et à éradiquer toutes les formes d'abus et de corruption

Ensemble, restons vigilants!

Tivusa Tingwenya!

Que les tender-preneurs, les fraudeurs, les rentiers, ceux qui s'engraissent en volant le peuple, que tous ceux-là tremblent!

La lutte continue! Vive l'esprit combattant de Chris Hani!!

Solidarité Internationale 11 juin 2010

Ndlr. * **COSATU**: Congress of South African Trade Unions (Congrès des Syndicats Sud-Africains).

** Le **coefficient Gini**, inventé par le statisticien italien Corado Gini, est un chiffre entre zéro et un qui mesure le degré d'inégalité dans la distribution des revenus dans une société donnée. Le coefficient enregistrerait zéro (0,0= inégalité minimale) pour une société dans laquelle chaque membre recevrait exactement le même revenu et il enregistrerait un coefficient de un (1,0= inégalité maximale) si un membre recevait tous les revenus et les autres rien.

*** **Jan Smuts** : premier ministre d'Afrique du Sud de 1919 à 1924 et de 1939 à 1948

Contours de l'ordre mondial. Continuités, changements et défis 2ème partie

Par Noam Chomsky

L'intervention de Noam Chomsky à Paris, au théâtre de la mutualité le samedi 29 mai 2010…

Révision de l'histoire

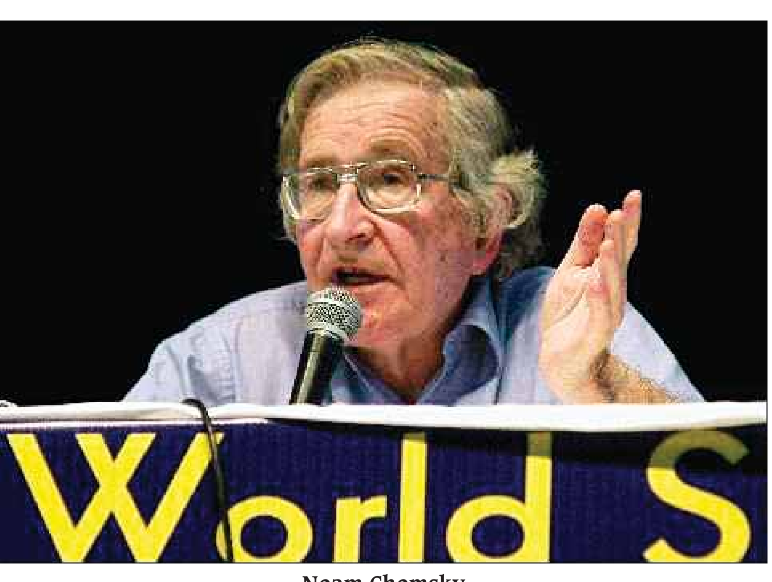
Après l'offensive du Têt de janvier 1968, la communauté des affaires étasuniennes conclut qu'il était inutile de prolonger la guerre qui alors nuisait à l'économie du pays. Le gouvernement suivit à contrecœur. Comme la politique du gouvernement évolua, l'opinion des élites changea également, et une histoire imaginaire fut inventée dans laquelle tout le monde était une « colombe » qui s'ignorait (tellement bien cachée qu'on n'en trouvait aucune trace dans les archives). Les équipes de Kennedy réécrivirent leurs premiers récits pour répondre aux nouvelles exigences. Cette révision de l'histoire fut un succès complet, comme le fut le maintien de limites strictes sur des critiques acceptables A la fin de la guerre, les plus dissidents au sein du courant dominant jugèrent que la guerre était « une erreur », qu'elle avait débuté par des « efforts maladroits pour faire le bien », et que, finalement, elle nous coûtait trop cher (selon Anthony Lewis). Assez étonnamment, pour 70% de la population peu éclairée, la guerre était « *fondamentalement et moralement un mal* », et non « une erreur ». Les critiques formulées par les élites concernant la guerre en Irak sont très similaires. Obama, par exemple, est considéré comme un critique de principe de cette guerre parce qu'il l'a jugée comme étant une « erreur stratégique ». Des critiques semblables de l'invasion russe en Afghanistan avaient paru dans la Pravda. Nous ne les jugions pas « fondées sur des principes », alors que c'est ce que devait penser la classe des commissaires d'alors. Partout les réactions sont tout à fait conformes à la norme historique et aux mêmes principes.

Généralement, on convient que la guerre du Vietnam fut une défaite pour l'Amérique. C'est exact si l'on prend en compte les objectifs maximaux : le Vietnam n'a pas été transformé en un pays comme les Philippines. Si toutefois on prend en compte les objectifs principaux, la guerre fut plutôt une réussite. Le virus a été détruit et la région vaccinée avec succès contre la contamination. Les conséquences à long terme sont mitigées, mais le succès reste considérable. Un titre récent du Financial Times en donne un exemple significatif : « Tokyo accepte la défaite de la base navale d'Okinawa ». L'article indique que « *le premier ministre japonais a reconnu hier une défaite concernant ses efforts pour déloger d'Okinawa une base maritime étasunienne dont la présence est controversée, tout en suggérant que le sud de l'île devait continuer à "porter ce fardeau" pour le bien de l'alliance entre Tokyo et Washington* », malgré l'écrasante opposition populaire. Le Japon est le principal détenteur de la dette des Etats-Unis, mais il reste à l'abri au sein du système mondial. C'est une des continuités qui mérite notre attention.

Observez en revanche la guerre en Irak. Les Etats-Unis ont été contraints de céder pas à pas aux pressions populaires réclamant la démocratie et l'indépendance. Il s'agit d'une grande victoire pour la résistance non-violente. Les forces d'invasion pouvaient tuer les insurgés et détruire Falloujah, commettant d'horribles crimes de guerre, mais elles n'ont pas été capables de faire face à des centaines de milliers de manifestants exigeant des élections, et à plusieurs reprises Washington à dû faire marche arrière face au nationalisme irakien. Récemment encore, en janvier 2008, Washington tenait toujours fermement à ses principaux objectifs de guerre : le président a ainsi indiqué au Congrès qu'il ne tiendrait aucun compte d'une loi qui pourrait entraver l'engagement des Etats-Unis en vue d'établir des bases militaires « permettant le stationnement permanent des forces étasuniennes en Irak » ou « permettant aux Etats-Unis de contrôler les ressources en pétrole de l'Irak ». Quelques mois plus tard, les Etats-Unis ont dû également abandonner ces objectifs. Washington a été contraint d'accepter la défaite en Irak devant la résistance nationale irakienne. Mais l'opposition à l'agression au sein du pays agresseur est un autre élément à prendre en compte. C'est cette opposition qui a empêché les démocrates « libéraux » d'avoir recours à certaines mesures dont ils pouvaient disposer aux Etats-Unis dans les années 1960. Cela compte parmi les vraies réussites du militantisme politique des années 1960 et des traces qu'il a laissées, contribuant à civiliser la société étasunienne. Cela s'est également produit ailleurs.

Un vainqueur : l'Iran

L'Irak a été pratiquement détruit et les Etats-Unis vaincus, mais il existe un gagnant : l'Iran. Peu d'analystes sérieux contesteraient la conclusion du correspondant respecté du Financial Times au Moyen-Orient écrivant que l'invasion « *a énormément accru l'influence de l'islamisme chiite iranien* » (David Gardner) pour la plus grande déconvenue des Etats-Unis, de son client israélien et de son protectorat saoudien, celui-ci poursuivant une relation avec les Etats-Unis qui « *durera jusqu'au moment où le dernier baril de pétrole aura été extrait des réserves souterraines saoudiennes* », comme le fait remarquer l'universitaire Gilbert Achcar.



Noam Chomsky

Les analystes en politique étrangère admettent que c'est l'Iran qui constitue la crise majeure actuelle, avec son programme nucléaire. Aucune personne saine d'esprit ne souhaite que l'Iran, ou n'importe qui d'autre, développe des armes nucléaires. Toutefois, c'est un peu trompeur de dire que l'Iran défie la « communauté internationale » en poursuivant, au mépris des ordres du Conseil de sécurité et de l'AIEA, son programme d'enrichissement nucléaire. En fait, le monde est majoritairement opposé au très rude régime de sanctions que les Etats-Unis cherchent à durcir davantage. L'opposition n'inclut pas seulement les dissidents iraniens, mais aussi les puissances régionales : la Turquie et la Ligue Arabe. Cette opposition comprend également le Brésil, peut-être le pays le plus respecté de l'hémisphère sud, qui a vigoureusement appuyé le droit de l'Iran à enrichir de l'uranium, en tant que signataire du TNP. Il faut faire également un certain effort pour oublier que trois Etats nucléaires ont carrément refusé de signer le TNP : le Pakistan, l'Inde et Israël, tous trois alliés des Etats-Unis, dont les programmes nucléaires bénéficient toujours de l'assistance étasunienne.

En septembre dernier, le Conseil de Sécurité a adopté la résolution 1887, qui, en dehors de sa condamnation de l'Iran, a invité tous les Etats à signer le TNP et à résoudre leurs conflits en accord avec la Charte des Nations Unies, qui interdit la menace d'intervention par la force. Deux Etats violent les termes de cette résolution : les Etats-Unis et Israël, qui insistent pour que « *toutes les options soient ouvertes* », y compris les plus violentes. L'Inde a répondu à la résolution 1887 en annonçant qu'elle peut maintenant fabriquer des armes nucléaires avec le même rendement que les superpuissances. L'envoyé d'Obama a immédiatement informé l'Inde qu'elle n'est pas assujettie à cette résolution. L'Inde et le Pakistan continuent de développer des armes nucléaires. Les relations militaires entre les Etats-Unis, l'Inde et Israël sont même en train de se resserrer. Bénéficiant des importations « à double usage [civil et militaire NDT] » en provenance des Etats-Unis (et de France également), l'Inde passe maintenant aux techniques de destruction les plus avancées : celles-ci comprennent des plateformes d'armes laser dans l'espace et des satellites destructeurs, selon le commandant des forces aériennes.

Au même moment, l'AIEA a adopté une résolution demandant à Israël d'adhérer au TNP et de faciliter l'accès des inspections internationales. En dépit des objections de l'Europe et des Etats-Unis, qui ont cherché à bloquer la résolution, celle-ci a tout de même été adoptée. Comme dans le cas de l'Inde, Obama a immédiatement informé Israël qu'il n'était pas soumis à ces exigences, renouvelées encore ces dernières semaines. Aux Etats-Unis, tout ceci est quasiment passé sous silence, comme en Europe je suppose, mais il est facile de voir pourquoi les accusations d'hypocrisie faites par le président iranien Mahmoud Ahmadinejad peuvent trouver un écho ailleurs.

Obama a également réagi à la résolution 1887 par d'autres moyens. Le Pentagone a annoncé qu'il allait accélérer la livraison des armes les plus meurtrières disponibles, à l'exception des armes nucléaires. Il s'agit de bombes de 13 tonnes conçues pour détruire des bunkers profondément cachés et protégés par 5 tonnes de béton armé. Ce à quoi vont servir ces bombes n'est pas un secret. La planification de ces « obus d'artillerie massive » a débuté dans les années Bush, mais a traîné en longueur jusqu'à la prise de fonction d'Obama ; il a alors immédiatement demandé que soient accélérés leur développement et leur déploiement. Ensuite, Obama a envoyé ces armes aux îles Diego Garcia dans l'Océan indien ; il s'agit d'une base importante pour le bombardement du Moyen-Orient et de l'Asie centrale. Il a aussi envoyé à Diego Garcia un bâtiment de soutien de sous-marins afin d'assister les sous-marins d'attaque rapide et lance-missiles qui opèrent dans les eaux du Moyen-Orient et d'Afrique de l'Ouest, selon l'annonce de la marine étasunienne, non confirmée. Ce sont de nouvelles menaces contre l'Iran, en violation de la résolution 1887 et de la Charte des Nations Unies.

Il existe un contexte plus large. Pour ceux qui se sont sérieusement engagés dans la non-prolifération, certaines mesures peuvent être entreprises. L'une d'entre elles serait la création de zones sans armes nucléaires [*nuclear weapons-free zones*, NWFZ]. L'Union africaine est parvenue récemment à un accord pour créer une zone de ce type, mais cet accord ne peut être mis en œuvre. La Grande Bretagne et les Etats-Unis insistent pour que l'île Diego Garcia ne soit pas incluse, car les Etats-Unis l'utilisent pour stocker des armes et des sous-marins nucléaires. Une zone sans armes nucléaires dans le Pacifique sud connaît les mêmes problèmes. Au début, c'était la France qui bloquait car elle voulait utiliser ses îles pour des essais nucléaires, maintenant ce sont les Etats-Unis qui bloquent en insistant pour que ses îles du Pacifique bénéficient d'une dérogation.

Le cas le plus significatif se trouve bien sûr au Moyen-Orient où les tensions régionales pourraient être atténuées par la création d'une zone sans armes nucléaires. C'est une question brûlante dans la région depuis un certain temps, et elle a été une nouvelle fois posée le mois dernier lors de la conférence conjointe des Nations unies et du TNP. L'Egypte, qui préside le mouvement des non-alignés comptant 118 nations, a fait circuler un appel pour la création d'une zone sans armes nucléaires au Moyen-Orient, comme cela avait été convenu avec l'Occident (y compris les Etats-Unis) en 1995 lors de la conférence de révision du TNP. Washington s'est officiellement engagé, mais insiste pour qu'Israël y fasse exception, et n'a pas laissé entendre que ces dispositions s'appliqueraient à eux-mêmes. La secrétaire d'Etat Hillary Clinton a déclaré, lors de la conférence du TNP, que ce n'est pas encore le moment de créer une zone sans armes nucléaires au Moyen-Orient. Washington a par ailleurs insisté pour que ne soient pas acceptées les propositions qui demandent à Israël de se soumettre au contrôle de l'AIEA ou qui invitent les signataires du TNP (les Etats-Unis en particulier) à rendre publiques les informations relatives « *aux installations et aux activités nucléaires israéliennes, y compris l'information ayant trait aux précédents transferts de technologie nucléaire vers Israël* ».

La technique pour se dérober est d'adopter la position d'Israël, demandant que toute proposition soit subordonnée à un règlement de paix total. Si ce n'est qu'il est soumis à une interdiction effective de la part des Etats-Unis, il existe un accord quasi-unanime sur la façon de régler le conflit israélo-arabe, et cela depuis 1976. Il date du moment où des pays arabes de la région introduisirent une résolution au Conseil de sécurité, appelant à un accord pour une solution à deux Etats comprenant la frontière internationale et toutes les garanties prévues par la résolution 242 (le document de base par accord commun). Les Etats-Unis opposèrent leur veto à cette

Suite à la page (16)

Honduras : L'ère du Loup

Par Giorgio Trucchi

Bilan de la présidence de Porfirio Lobo.

Depuis que Porfirio Lobo assure la plus haute charge de l'État du Honduras les exactions, les tortures, les assassinats, et les violations des plus élémentaires des droits n'ont pas cessé, au contraire. Par contre les exécutants en ont appris avec le temps ces actions sont devenues plus discrètes, laissant moins de traces pour d'éventuelles actions en justice [1].

Mais ces délits ne pourraient être conduits sans l'aval et la complicité des institutions judiciaires. C'est cette mise au pas d'un pays que décrit Giorgio Trucchi en interviewant Bertha Oliva, coordinatrice nationale du Comité des Parents de Détenus Disparus au Honduras.

La démocrature du Honduras : L'ère du Loup

Plus de 700 violations des droits de l'homme - incluant douze assassinats - c'est le résultat des observations réalisées du 30 janvier au 28 mai 2010 par le COFADEH. Plus de 9 000 violations et 544 "incidents" contre des défenseurs des droits de l'homme enregistrées depuis le coup d'État.

En manquant de quelques semaines [2] la commémoration du premier anniversaire du coup d'État sanglant, Sirel a discuté avec Bertha Oliva, coordinatrice nationale du Comité des Parents de Détenus Faits disparus au Honduras (COFADEH), pour faire le point sur la situation.

Giorgio Trucchi : Quel est le bilan des droits de l'homme au Honduras après quatre mois du gouvernement Lobo ?

Bertha Oliva : Ce que nous avons réussi à compiler pendant ces quatre mois du gouvernement de Porfirio Lobo est un peu terrifiant. C'est encore une preuve qu'au Honduras des violations sélectives et systématiques des droits de l'homme continuent d'être faites, elles obéissent à une politique fine et silencieuse de l'État, et par conséquent dangereuse et inquiétante.

Trucchi. Au niveau international, le président Porfirio Lobo essaie de présenter l'image d'un pays différent, d'un pays en voie de normalisation et de réconciliation...

Bertha Oliva : La communauté internationale, la coopération et les gouvernements du monde doivent comprendre qu'au Honduras les hommes politiques ne font jamais ce qu'ils disent publiquement. Il y a une hypocrisie totale, et quand ils annoncent qu'un gouvernement plus humain s'est installé, qui permet une réconciliation et le respect des droits de l'homme, les faits montrent bien que ce sont des mensonges.

Les détentions illégales, les poursuites, les tortures et les assassinats continuent. Ils continuent de violer les lois tous les jours. Au Honduras les forces économiques et politiques continuent de s'imposer, à travers des institutions publiques qui sont supposées se charger d'appliquer la justice.

Trucchi. Y a-t-il eu un changement de stratégie répressive dans le pays à la suite du coup d'État?

Bertha Oliva : Avant le coup il y avait une répression, mais elle l'était surtout par abus d'autorité. Maintenant la majorité des violations des droits de l'homme sont faites pour des raisons politiques et les oppresseurs ont accordé leurs instruments et leurs méthodes.



Bertha Oliva, coordinatrice nationale du Comité des Parents de Détenus Disparus au Honduras.



Le Comité des Parents de Détenus disparus au Honduras (COFADEH)

Pour les organisations des droits de l'homme, il est actuellement plus difficile de travailler dans un climat de violence. La stratégie s'est affinée et diversifiée, et les oppresseurs sont plus attentifs à ne pas laisser de traces.

C'est une politique systématique de la part de l'État, accompagnée par une campagne médiatique des plus cynique et agressive menée par les médias corporatifs qui tendent à disloquer tout type de travail ou d'expérience structurante et sociale.

Nous le voyons ces jours-ci avec la fermeture de la radio communautaire de Zacate Grande, de la persécution des leaders ruraux, des représailles judiciaires et patronales contre les syndicalistes de l'Université Autonome du Honduras (UNAH) et du licenciement des juges et des magistrats qui se sont opposés au coup.

Cela fait des semaines que ces derniers sont en grève de la faim et il n'y a aucune intention (de la part de l'État) de résoudre le conflit. Ils créent des crises déguisées en actions légales, imposent le droit avec les concepts utilisés pendant le coup militaire.

Truchi. Il y a aussi des signes très inquiétants. Est-ce que les menaces et les attaques dont les directeurs du STIBYS ont souffertes et la campagne pour discréditer la direction de la Résistance font partie de cette stratégie ?

Bertha Oliva. Le COFADEH s'inquiète beaucoup de ce qui est arrivé durant les derniers jours. Il y a des signes clairs comme les menaces contre Carlos H. Reyes [3], l'assaut contre le siège du STIBYS * à San Pedro Sula et la campagne de discrédit contre les dirigeants du Front National de Résistance Populaire (FNRP) qui font partie de la même stratégie répressive. Une stratégie qui veut nous faire taire, nous dominer, en nous laissant sans le droit de nous organiser et de protester contre ce qui arrive dans ce pays.

Suite à la page (16)

Pour sauver l'image de la USAID

Par Jean-Guy Allard

Si en désignant Mark Feierstein comme nouvel Administrateur adjoint pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Agence pour le Développent international des États-Unis (USAID), le président nord-américain Barack Obama a souhaité améliorer l'image de cette organisation discréditée, il s'est tiré une balle dans le pied. L'ex fonctionnaire fédéral est un spécialiste de la désinformation dont la feuille de route a l'odeur sulfureuse des services de renseignement.

Le caractère douteux de la candidature de Feierstein a été signalé ce cinq juin par le président bolivien Evo Morales, qui a promis d'expulser la USAID de son pays si elle continue à donner un appui clandestin à des organisations qui cherchent à déstabiliser son gouvernement. Avec raison.

En 2002, le nord-américain Feierstein a agi comme stratège dans la campagne électorale de l'ex-président bolivien Gonzalo « Goni » Sánchez de Lozada et son Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR).« Goni » est celui qui a ordonné le massacre qui a causé la mort de 67 personnes et des blessures à quelque 400 autres, durant la « Guerre du gaz », en octobre 2003.



Mark Feierstein

Forcé de démissionner, le président assassin s'est réfugié aux États-Unis où il a reçu la protection de George W. Bush et sa mafia, qui avaient organisé son ascension à la présidence. Avec l'aide de la bande à Feierstein.

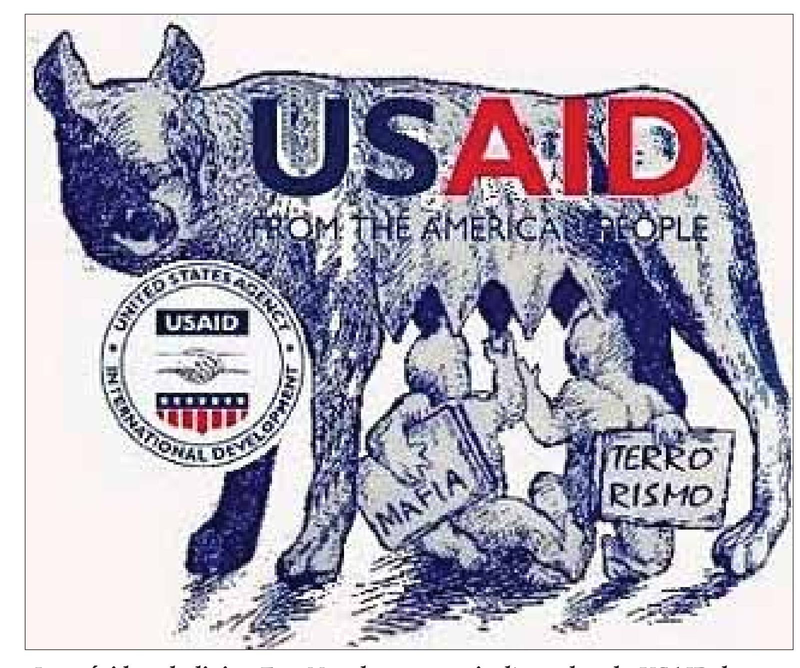
Le gouvernement bolivien a exigé il y a déjà longtemps du gouvernement des États-Unis l'extradition de Sánchez de Lozada pour qu'il se présente devant la justice pour génocide. Une requête qui a été ignorée, comme il est parfaitement usuel dans le cas des amitiés criminelles qu'ont entretenues et entretiennent Bush et son successeur Obama.

Greenberg Quinlan Rosner a « *offert des études d'opinion (enquêtes et groupes de focus), productions media (télévision et publicité radio), et conseils stratégiques sur les éléments de campagne tels que débats, programmation, orientation et enquête*», explique la firme sur son site web.

Parmi les spécialistes qui ont « participé à l'effort » se trouvait le conseiller politique israélien Tal Silberstein, confesse-t-on. Selon une évaluation publiée par la revue spécialisée *Covert Action* sur l'intervention de Greenberg Quinlan Rosner en Bolivie, la tâche de la firme étasunienne a été essentiellement de convaincre le public que le pays allait « *être submergé dans le chaos s'il n'élisait pas le candidat présidentiel avec l'appui de Bush* ».

Au moment de sa désignation par Obama comme plus haut responsable de USAID pour l'Amérique latine, Feierstein était toujours vice-président de cette firme de marketing politique et de sondage qui a fait élire « Goni » en 2002. Son curriculum présente cependant quelques taches qui demeurent très difficiles à laver malgré son expérience en matière de détergent politique.

Au Nicaragua, il a dirigé la campagne sale de la NED



Le président bolivien Evo Morales, a promis d'expulser la USAID de son pays si elle continue à donner un appui clandestin à des organisations qui cherchent à déstabiliser son gouvernement.

Feierstein a été signalé dans les années 90 comme gestionnaire de projets menés au Nicaragua par la National Endowment for Democracy (NED), subventionnée par la USAID, pour renverser les sandinistes. Il a ensuite été directeur pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Institut démocratique national, un autre instrument d'ingérence impériale affilié à la USAID qui agit parallèlement à l'Institut National Républicain dans différentes opérations de déstabilisation.

L'administration de William Clinton a suffisamment eu confiance en lui pour le désigner comme

Suite à la page (16)

Honduras : le Mondial 2010 une opportunité pour les putschistes

Par Oscar Estrada

Alors que la mascarade de la coupe du monde 2010 vient de commencer en Afrique du Sud, Oscar Estrada cinéaste indépendant hondurien s'inquiète de la manipulation de l'engouement national pour le foot que fera certainement le gouvernement de 'Pepe' Lobo pour écraser la résistance populaire.
Et cette vision pessimiste est malheureusement confortée à la fois par l'usage qui avait été fait de la coupe du monde 78 par la junte argentine et l'augmentation des meurtres et des exactions contre l'opposition populaire depuis que Lobo est au pouvoir.

Le 28 juin prochain, si l'équipe de foot hondurienne est toujours en lice, il faudra porter un regard attentif et perçant sur le Honduras. Car à ce moment là le premier anniversaire du coup d'État risque fort d'être l'occasion d'une grande vague de répression à travers tout le pays.

Les vacances du Loup et de ses agneaux quand le monde a les yeux tournés vers...

Je ne pensais pas écrire sur ce sujet, c'est vrai, je voulais prendre une certaine distance avec le sujet et éviter de gâcher l'une des rares distractions du peuple hondurien. Mais il est impossible de ne pas commenter l'effronterie de la classe gouvernante, qui dans un manque de respect incroyable, 100 grands


Porfirio Lobo Sosa

fonctionnaires, monsieur Lobo y compris, son épouse, ses 3 [vice-présidents] désignés, le président et les vice-présidents du congrès national,les ministres et vice-ministres ont pris 15 jours de vacances, après seulement 3 mois d'exercice du pouvoir, pour aller en Afrique du Sud tous frais payés par le trésor public et pour voir, (parce que voir par soi-même est toujours mieux que se le faire raconter), l'équipe du Honduras, ou l'H, comme l'appelle les médias.

Il est certain, que comme beaucoup de Honduriens qui sont dans la résistance j'aimerais voir le Honduras gagner, se glisser victorieusement entre les meilleures sélections du monde et qu'un peu d'orgueil soit redonné à ce peuple qui vit plein de mauvaises nouvelles. Mais je ne peux pas. Alors que les médias internationaux informent d'un Honduras au pouvoir vacant, ils oublient de mentionner que Pepe Lobo n'a gouverné à aucun moment. Ce n'était pas son travail. Il a été engagé pour apparaître devant la chambre et pour se faire voir, avec un sourire collé sur le visage, alors que les autres nettoient le terrain. Les autres, les personnages obscurs qui se cachent dans l'ombre pour conspirer contre ce peuple digne, pour torturer, pour tuer notre espoir.

Nous savons que ce Mondial, plus que tout autre dans l'histoire, sera utilisé de manière sinistre contre notre peuple. Le show qui se monte avec la complicité de la presse nationale et étrangère, me rappelle ce jour d'août, où tandis que dans les maisons, les bars, les restaurants, les rues, les trottoirs et les bureaux on célébrait les buts de la sélection, des dizaines de personnes souffraient des tortures dans le sous-sol du congrès national pour être transportés peu après dans les cachots humides du bataillon des Cobras [1] : parce que leurs cris pouvaient gâcher la fête footballistique de Micheletti.

Tout à fait comme cela s'est passé il y a 32 ans, en Argentine, quand la dictature a profité de la fête du Mondial 78 pour faire disparaître des milliers de citoyens. Adolfo Perez Esquivel, prix Nobel de la paix 1980 qui a été détenu arbitrairement durant 14 mois nous rappelle comment "*Dans la prison, comme les agents voulaient aussi écouter les matchs, les commentaires de la radio nous arrivait par des haut-parleurs. C'était étrange ! Mais dans un cri de but nous nous unissions agents et prisonniers. Cela me donne la sensation qu'à ce moment, au-delà de la situation que nous vivions, c'était le sentiment pour l'Argentine.*"

C'est pour cela que je ne peux me réjouir. La Résistance hondurienne est dans un intense processus d'organisation. Pratiquement dans chaque coin du pays nous apprenons à travailler ensemble, à débattre, à discuter de politique et à approuver à la majorité ce projet complexe de refondation du pays. Cette force, avec nos avancées et nos reculs, on ne peut l'arrêter qu'avec la terreur.

Et c'est pour cela qu'on a fait sortir les Forces armées, ceux qui profitent d'une accusation suspecte de monsieur Lobo qui disait cette semaine qu'il "se préparait un coup d'État contre lui", sont redescendus dans les rues, pour soi-disant, combattre le crime organisé, mais ils envahissent les villages et les hameaux, dirigeant leurs armes contre le peuple comme s'ils se préparaient à quelque chose de plus important.

Pendant ce temps, le lundi 14 les 3 centrales ouvrières indiqueront ce qu'elles vont faire par rapport au salaire minimum qui a dû être défini par le gouvernement en décembre dernier [2] et que Lobo Sosa a évité d'appliquer pour ne pas irriter l'oligarchie. Ils lanceront certainement un appel à la Grève, je crois que c'est la seule possibilité qu'ils ont. A la Choluteca, le peuple a pris la mairie d'une commune en protestation contre l'attitude effrontément corrompue du maire et a indiqué qu'il se tiendra prêt à résister contre l'armée, jusqu'à ce que le maire soit destitué.

Nous sommes à deux semaines du premier anniversaire du coup d'État. Si la sélection hondurienne arrive à se classer pour le second tour, elle jouera le 28 Juin. Ce même jour, des centaines de milliers d'Honduriens seront dans les rues et feront savoir au monde qu'ici personne ne se rend, et que cette équipe elle appartient aussi au patron.

Notes

[1] Les Cobras : la section commando de la police anti-émeute. Qui peut-être comparable au GIPN français, même si les Cobras ressemblent bien plus à un bataillon militaire.

[2] Le salaire minimum est une décision prise sous le gouvernement de Zelaya en 2009, il devait être mis en place en décembre et appliqué début 2010. Avec le coup d'État et l'arrivée de Porfirio Lobo Sosa au pouvoir ce projet a été complètement gelé.

Source: Habla honduras "Las vacaciones del Lobo y sus corderos cuando el mundo con los ojos sobre..." 12 juin 2010
Traduction: Primitivi 13 juin 2010

Au seuil de la tragédie

Par Fidel CASTRO

Ni Obama ni le président de Corée du Sud n'ont encore pu, depuis le 26 mars, expliquer ce qui est vraiment arrivé à la corvette phare de la marine de guerre de ce dernier pays, le Cheonan, un chasseur sous-marin dernier cri qui participait à des manœuvres avec la marine étasunienne à l'ouest de la presqu'île de Corée, aux limites des deux Républiques, et qui a été coulé, ce qui a entraîné la mort de quarante-six membres d'équipage et fait des dizaines de blessés.

L'embarrassant pour l'Empire, c'est que son allié sait de sources bien informées que la corvette a été coulée par les USA. Il n'y a pas moyen d'occulter ce fait qui l'escortera comme une ombre.

Dans une autre partie du monde, les circonstances s'ajustent aussi à des événements bien plus dangereux qu'en Asie de l'Est et ne peuvent manquer de survenir, sans que le superpuissant Empire ait les moyens de l'éviter.

Israël ne s'abstiendra pas d'activer et d'employer en toute indépendance la considérable force de frappe que les États-Unis lui ont procurée. Penser autrement, c'est ignorer la réalité.

Un autre point très grave, c'est que les Nations Unis n'ont de leur côté aucun moyen de changer le cours des événements, et très bientôt les archiréactionnaires au pouvoir en Israël se heurteront à la résistance indomptable de l'Iran, une nation de plus de soixante-dix millions d'habitants et aux traditions religieuses notoires qui n'accepteras les menaces insolentes d'aucun adversaire.

Bref, l'Iran ne pliera pas devant les menaces d'Israël. Les habitants du monde profitent de plus en plus, comme de bien entendu, des grands événements sportifs, récréatifs, culturels et autres auxquels ils consacrent leur temps libre limité au milieu des devoirs quotidiens qui occupent une grande partie de leur vie.

La Coupe du monde de football qui se déroulera en Afrique du Sud leur prendra dans les prochains jours tout leur temps libre. Ils suivront avec émotion les actions des personnages les plus connus. Ils observeront chaque pas de Maradona et se rappelleront le goal spectaculaire qui donna la victoire à l'Argentine au cours d'une rencontre classique. Un autre Argentin pointe spectaculairement au firmament : petit mais rapide, il apparaît tel l'éclair et marque de la tête ou des jambes à une vitesse insolite. Messi, d'origine italienne, est suivi de près par tous les supporters.

Leur imagination est poussée au délire quand ils voient les nombreux stades où les matchs ont



Fidel Castro Ruz

lieu. Les concepteurs et architectes ont créé des ouvrages auxquels le public n'aurait jamais songé.

Il est impossible que les gouvernements, qui vivent de réunion en réunion pour remplir les obligations que la nouvelle époque a déposées sur leurs épaules, aient le temps de connaître l'avalanche de nouvelles que la télévision, la radio et la presse ne cessent de divulguer.

Presque tous dépendent exclusivement des informations que leur font parvenir leurs conseillers. Certains des chefs d'État les plus puissants et les plus importants qui prennent les décisions fondamentales ont pour habitude de communiquer entre eux sur téléphone portable plusieurs fois par jour. Toujours plus de millions de personnes dans le monde vivent pendus à ces petits appareils dont on ne sait toujours pas quels effets ils ont sur la santé. Et s'évanouit l'envie que nous devrions ressentir de ne pas avoir joui de ces possibilités à notre époque qui s'éloigne à son tour rapidement en très peu d'années, presque sans nous en rendre compte.

On a su hier, au milieu du tourbillon, que le Conseil de sécurité voterait peut-être aujourd'hui une résolution en souffrance pour imposer un quatrième cycle de sanctions à l'Iran qui a refusé d'arrêter son enrichissement de l'uranium.

Ce que cette situation a d'ironique, c'est que s'il s'agissait d'Israël, les États-Unis et leurs alliés les plus proches diraient aussitôt que ce pays n'a pas signé le Traité de non-prolifération et opposeraient leur veto à la résolution !

En revanche, on accuse l'Iran de juste produire de l'uranium enrichi jusqu'à 20 p. 100, mais l'on demande aussitôt l'application de sanctions économiques pour l'asphyxier. Il est évident par ailleurs qu'Israël agira comme à son habitude, avec un fanatisme fasciste, à l'instar des soldats d'élite héliportés en pleine nuit sur les bateaux de la flottille solidaire qui transportait des aliments pour la population assiégée de Gaza, tuant plusieurs personnes et en blessant des dizaines d'autres qui ont été ensuite arrêtées en même temps que les membres d'équipage.

Il est évident qu'Israël tentera de détruire les installations où l'Iran enrichit une partie de l'uranium qu'il produit, et que l'Iran ne se résignera pas à un traitement aussi inégal.

Les conséquences des magouilles impériales des USA pourraient être catastrophiques et toucheraient l'ensemble des habitants de la planète, bien plus que toutes les crises économiques réunies..

Le pathologiste : un spécialiste peu connu

Par Dòk Fanfan

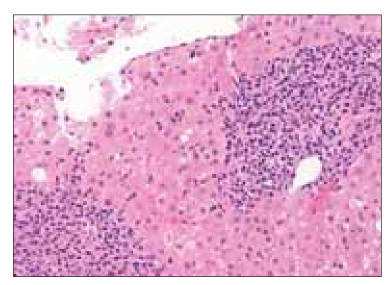
En général, le grand public sait bien ce que c'est qu'un gynécologue, un cardiologue, un dermatologue ou un neurologue. Bien sûr, il sait aussi ce que c'est qu'un pédiatre, un chirurgien ou un orthopédiste. Tous ces spécialistes ont en commun qu'ils voient des malades, les examinent et, le cas échéant, les traitent. Mais le pathologiste ne voit ni ne traite des patients. Alors, qu'est-ce qu'il fait ? C'est quoi ça un pathologiste ?

Un pathologiste est un médecin qui après un entraînement approprié se consacre à étudier, au laboratoire, tout spécimen provenant du corps humain et qui est présumé pathologique, c'est-à-dire malade. Une grande partie de son temps il la passe derrière un microscope. La pathologie, la spécialité du pathologiste, se divise en deux grandes branches : l'anatomo-pathologie et la pathologie dite clinique.

I. L'Anatomo-pathologie

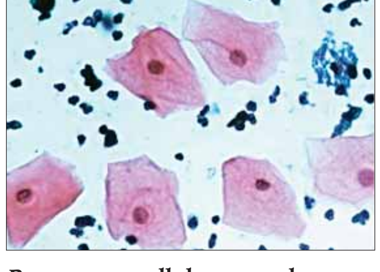
A. Les biopsies et pièces opératoires

Elles servent à l'étude des tissus,



1 Biopsie du foie dans un cas d'hépatite chronique. La photo montre le tissu hépatique avec toutes ses structures. Les petits points (coins supérieur droit et inférieur gauche) sont des cellules inflammatoires

au microscope. Les tissus eux-mêmes proviennent généralement de la salle d'opération ou, moins souvent, du cabinet d'un praticien (fig.3). Il s'agit de «pièces chirurgicales»: parfois de petites biopsies (Fig. 1) ou même d'un organe entier (appendice, ovaire, etc.), à l'opposé de «pièces d'autopsie» faites de différents tissus obtenus lors d'une autopsie. Le pathologiste a toujours plein le temps pour examiner, au microscope, ces prélèvements. Très souvent il est appelé en consultation auprès du chirurgien pour une «congélation», un examen extemporané,

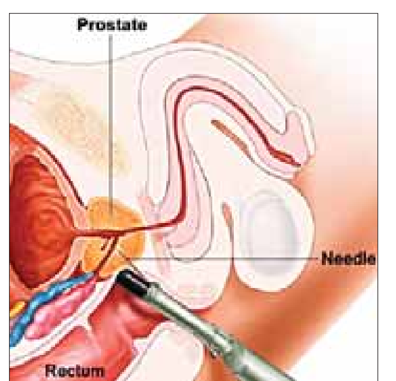


Pap smear : cellules normales vues de façon isolée, quoique parfois en groupe, mais pas avec l'aspect compact d'un tissu de biopsie

rapide, dont le résultat décidera de l'issue de l'intervention chirurgicale. Mais ordinairement, un diagnostic fait sur pièce chirurgicale y compris le rapport officiel parviennent au médecin traitant dans les 24 à 48 heures.

Une fois les biopsies ou les organes arrivés au laboratoire, on en fait la description macroscopique : dimension, couleur de la zone d'aspect anormal, pathologique. On en prélève un ou plusieurs échantillons qui subiront divers traitements sur une période d'environ dix heures. Puis, l'échantillon en question après avoir été placé dans un bloc de paraffine pour acquérir une certaine solidité est coupé en minces tranches de l'ordre du micron (un millionième de millimètre), monté sur une lame de verre et coloré. Il est prêt à être examiné au microscope pour que soit rendu un diagnostic. Dans nombre de maladies, seule l'analyse microscopique d'une biopsie peut et doit confirmer le diagnostic définitif (cirrhose, cancer. etc.)

Rapidement, signalons que la **Cytologie** est une branche de l'anatomo-pathologie. Elle concerne non pas l'étude de petits blocs de tissus mais l'évaluation diagnostique de cellules individuelles déposées sur lame de verre, après prélèvement, pour être colorées. Un exemple typique d'examen cytologique est celui du frottis vaginal mieux connu sous le nom de Pap *smear* (Fig.2). Dans nombre de cas, toutefois, un examen cytologique peut



Biopsie de la prostate. Schéma montrant une vue latérale droite des organes, le patient en position couchée. On voit l'aiguille à biopsie (needle) au bout d'une sonde ultra sonographique. La biopsie se fait à travers le rectum

donner un renseignement diagnostique définitif autant qu'une biopsie.

B. Les Autopsies

En général, elles aident à mieux comprendre la nature et l'évolution d'une maladie qui a été mal cernée, mal diagnostiquée ou non diagnostiquée du vivant du malade. Elles sont faites généralement sur demande du médecin qui a suivi le malade à l'hôpital, parfois des parents eux-mêmes. Elles sont obligatoires dans certains cas précis, dans le cas par exemple de décès survenu au cours d'une intervention chirurgicale. Avant de procéder à une autopsie, le pathologiste revoit tout le dossier de la personne décédée, et parfois doit s'adresser au médecin traitant pour certaines précisions. L'autopsie complétée, le pathologiste rend compte de la cause du décès, aussitôt l'autopsie terminée, ce qui est possible dans la majorité des cas.

L'autopsie comporte un examen externe (peau, yeux, cheveux) et un examen interne qui peut être limité, à la requête expresse des parents ou du médecin traitant. Ainsi, une autopsie peut se limiter par exemple à l'examen du cœur et des poumons enlevés tout d'un bloc si les paramètres cliniques indiquent un infarctus ou une embolie pulmonaire. Autrement, le pathologiste procède à l'examen de tous les organes dont il obtient un ou plusieurs échantillons. Le cerveau peut être laissé en place s'il ne contribue en rien au diagnostic d'ensemble de la maladie. Exceptionnellement il peut être nécessaire d'enlever la moelle épinière. Les yeux ne font pas l'objet d'une autopsie.

La cause du décès du malade est souvent évidente au moment même de l'examen des organes: embolie pulmonaire, infarctus du myocarde, rupture d'anévrysme (dilatation localisée) de l'aorte avec hémorragie massive, hémorragie cérébrale, par exemple. Dans certains cas, c'est l'examen des tissus au microscope qui viendra compléter et asseoir le(s) diagnostic(s) définitif(s).

C. Sous-spécialités

Tout comme en médecine clinique, en pathologie il existe aussi des sous-spécialités particulièrement pour les maladies rénales, cutanées et les cancers. Les pathologistes surspécialisés travaillent dans de très grands centres hospitaliers dont le fameux *Armed Forces Institute of Pathology*, une sorte de Mecque de la Pathologie.

II. La Pathologie clinique

Elle concerne l'analyse de tout ce qui n'est pas tissu proprement dit : sang, urine, selles, liquide synovial (provenant des articulations), liquide céphalo-rachidien (liquide entourant le cerveau et la moelle), sperme, sécrétions (gastriques ou autres). L'examen des spécimens obtenus est réparti dans quatre sections principales du laboratoire : sections d'hématologie, de biochimie, de microbiologie et d'immuno-hématologie (banque de sang). En général, la plupart de ces analyses sont réalisées par des laborantins qui s'en réfèrent au pathologiste seulement pour des résultats particulièrement anormaux ou des situations requérant une compétence médicale..

Suite de la page (4)

Cependant, nous devons d'abord notre nomination à la victoire du sang de Jésus ; cette nomination, nous la devons au Ministre de la Justice et de la Sécurité Publique, Monsieur Paul Denis, dont la rectitude, la rectiligne et le savoir-faire méritent, à bon droit d'être soulignés. Nous la devons enfin à Me. Antoine André, Directeur Général du Ministère de la Justice pour sa sagacité, sa rectitude et sa dextérité à nulle autre pareille.

Nous témoignons publiquement nos sentiments de profondes gratitudes à l'endroit du Ministre de la Justice et du Directeur Général. Nous voulons qu'ils sachent que la confiance placée en nous ne sera pas vaine. Et nous en voulons pour preuve notre passage au Tribunal de Paix de la Section Sud de Port-au-Prince et les cinq dernières années passées comme Avocat militant au Barreau de Port-au-Prince, sans jamais donner l'occasion aux membres du Conseil de l'Ordre de s'ériger en organe disciplinaire pour nous donner même une lettre de blâme. Nous en profitons pour remercier chaleureusement les membres du Conseil de l'Ordre, et particulièrement notre bâtonnier, Me. Gervais Charles qui nous ont toujours supportés.

Honorable Commissaire,

L'équipe que vous dirigez vient de recruter de nouveaux joueurs dans le but de renforcer et de rendre plus fonctionnelle la structure qui a déjà existée au sein du Parquet de Port-au-Prince. Mais ce rêve ne sera pas possible sans une franche et vive collaboration de tous vos substituts. C'est pourquoi, nous, les nouveaux joueurs,vous promettons nos plus vives et franches collaborations pour que la victoire ne soit en aucun cas celle de certains joueurs, mais celle de votre équipe, afin que la justice en général puisse remporter le trophée, la justice pénale en particulier et ce, pour le bien être des justiciables haïtiens assoiffés de justice qui est l'un des facteurs indispensables au développement de tout pays et surtout d'Haïti qui en a grandement besoin pour que sa refondation tant souhaitée par nous tous, devienne enfin une réalité.

Merci, Honorable Commissaire, de nous accueillir au sein de votre équipe. Un grand merci aux estimables confrères du Barreau de Port-au-Prince qui honorent de leur présence la cérémonie de ce jour. Merci à tous mes amis qui, d'une façon ou d'une autre, m'ont supporté, un grand merci enfin à l'assistance.

Merci de m'avoir écouté.

A propos

Suite de la page (5)

galons de brut, en provoquant ce que l'Agence de Protection Environnementale états-unienne a qualifié de «*plus grande marée noire survenue dans le North Slope,* [l'Alaska]». BP en a été quitte seulement pour une amende de 60 millions de dollars pour les deux désastres. Comment en aurait-il pu être autrement ? En effet, la BP «*dépense beaucoup d'argent pour influencer la politique des États-Unis et la surveillance du respect des normes* », selon l'analyste de l'industrie pétrolière Antonia Juhasz qui poursuit en disant :« *Le pouvoir et la richesse que détiennent BP et les autres géants des* [compagnies] *pétrolières n'ont pratiquement pas d'équivalent dans le monde et font peser une menace sur la vie des travailleurs, l'environnement et nos perspectives de démocratie*». Assurément ils ne sont pas en panne de magouilles.

Le Président Barack Obama aura beau dire: « *BP est responsable de cette marée noire; BP paiera le désastre* », c'est peut-être pour se donner du courage, ou bien qu'il se pète la tête, *l ap pete tèt li*. En effet la journaliste Riki Ott n'en est pas si sûre. PhD, activiste communautaire, ancienne pêcheuse commerciale de saumon, détentrice d'un diplôme universitaire en toxicologie marine avec une sous-spécialité en pollution par le pétrole, elle a vécu, aux premières loges, le désastre pétrolier de l'Exxon Valdez en 1989. Elle raconte que «*Exxon a déployé une armée d'avocats pour retarder et pour dénoncer les demandes légales des gens qui avaient subi des nuisances physiques ou des spoliations financières à cause de la marée noire du Valdez* [...] *Ces grandes entreprises aident à rédiger nos lois et aident à choisir nos congressistes qui approuvent ces lois. Alors, nous sommes comme pris dans un jeu* [machiavélique] *dont ils ont construit le piège.* » *Men kote n gad.*

Enfin de compte, moi qui me croyais en panne d'inspiration, voilà qu'en écrivant l'appétit est venu et l'inspiration avec. On dit qu'il y a un Dieu pour les malheureux (et «les enragés», selon un ami à moi); peut-être qu'il y en a un aussi pour les journalistes en panne d'inspiration, et peut-être d'autres dieux dépanneurs pour les pannes d'argent, les pannes d'amour et les pannes *marasa*, à moins qu'il ne s'agisse du même Dieu. *Genlè pito m konvèti…*

Contours de

Suite de la page (12)

proposition de résolution en 1976, et une nouvelle fois en 1980. Tout s'est poursuivi à l'identique. Les principes de base sont soutenus par pratiquement le monde entier, y compris la Ligue arabe, l'Organisation de la conférence islamique (comprenant l'Iran) et des acteurs concernés qui ne sont pas des Etats, dont le Hamas. Un accord selon ces termes est bloqué par les Etats-Unis et Israël, qui sont à la tête du front du rejet depuis 35 ans, bien qu'il existe une exception décisive et très instructive. Lors de son dernier mois à la présidence des Etats-Unis, en janvier 2001, Bill Clinton a entamé des négociations israélo-palestiniennes à Taba, en Egypte qui sont presque parvenues à un accord (selon les déclarations des participants) avant qu'Israël ne mette fin aux négociations.

Il est important de rappeler que les Etats-Unis et le Royaume-Uni possèdent une responsabilité unique dans le processus de création d'une zone de non prolifération d'armes atomiques au Moyen-Orient. Dans leur tentative de fournir en 2003 une mince couverture juridique à leur invasion de l'Irak, ils ont cité la résolution du Conseil de sécurité 687 (de 1991) qui demandait à l'Irak de mettre fin à son programme de développement d'armes de destruction massive. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni prétendaient que cela n'avait pas été fait. Nous n'avons pas besoin de nous attarder sur ce prétexte mais notons que cette résolution engage ses signataires à créer une zone de non prolifération d'armes atomiques au Moyen-Orient.

A suivre

Texte traduit par Thomas Legoupil, Sam Levasseur et Anne Paquette, www.chomsky.fr

Le monde Diplomatique
31 mai 2010

Pour sauver

Suite de la page (13)

Conseiller spécial de l'ambassadeur USA auprès de l'Organisation des États américains (OEA), une tâche associée au Département d'Etat qui exige des références par trop spécifiques. De ce poste stratégique, lorsqu'il s'agit de géopolitique continentale, il est passé à la USAID où on lui a confié la responsabilité du Bureau des élections globales, un autre mécanisme de manipulation de l'opinion. Diplômé de la Fletcher School of Law and Diplomacy, Feierstein s'est aussi fait connaître comme « journaliste » en rédigeant des analyses, parfois même dans le New York Times, d'une indiscutable subtilité, à la fin desquelles les ennemis du pouvoir hégémonique des Etats-Unis apparaissent toujours comme voués à la défaite

Au Venezuela, Feierstein a dirigé de nombreux sondages d'opinion, toujours pour le compte de l'un ou l'autre fonds du Département d'Etat, dans un but évident de propagande. Dans l'une de ses analyses apparemment brillantes, il est arrivé à signaler que le président Chavez est extrêmement populaire parmi ses partisans qui cependant « *se sentent mal à l'aise avec lui* » (sic).

La section Amérique latine du site web de Greenberg Quinlan Rosner fait référence aux « apports » de la firme dans des « campagnes victorieuses », comme celle du président Manuel Zelaya, du Honduras. Toutefois, en analysant le coup d'état hondurien, Feierstein prétend le regretter d'une manière assez singulière: « *Le rejet du coup d'état par la communauté internationale reflète les opinions de la majorité des Honduriens* », dit-il. « *Mel Zelaya n'aurait pas dû être destitué par la force…* »

Feierstein, assure la publicité de son entreprise, « a supervisé des enquêtes d'opinion dans plus de 30 pays dans lesquels il a acquis une grande compréhension des points de vue des peuples de monde entier sur une variété de sujets ».

Pas de doute là-dessus.

« *Nous avons expulsé l'ambassadeur des Etats-Unis et la DEA* », a dit Evo Morales en dénonçant l'agence étasunienne et son nouveau patron pour l'Amérique latine et les Caraïbes. « *Si la USAID continue à travailler ainsi, la main ne va pas me trembler pour l'expulser, parce que nous sommes dignes, souverains et nous n'allons pas permettre d'ingérence quelle qu'elle soit* », a-t-il ajouté.

Feirstein occupera désormais le poste qu'a quitté en novembre 2007 le fonctionnaire corrompu Adolfo Franco, forcé de présenter sa démission de cette organisation quand le General Accountability Office (GAO) a découvert un mécanisme de fraude systématique dans les comptes de groupes liés à la mafia cubano-américaine qu'il subventionnait. On a substitué à Franco l'ex-directeur mafieux de la Fondation nationale cubano-américaine (FNCA) José R. Cárdenas, alias « Pepe », qui a été ensuite embauché, en juillet 2009, par la dictature hondurienne de Roberto Micheletti pour « améliorer son image » à Washington. Le président Obama, pour sa part, a proclamé son espoir que la nomination du personnage soit ratifiée, tout en se félicitant que Feierstein « *ait choisi de consacrer son talent à la défense du peule américain en ce moment important pour notre pays* ».

« *J'espère travailler avec lui pour les prochains mois et années* », a ajouté le président du « Changement ».

L'Aut'Journal 10 juin 2010

Honduras

Suite de la page (13)

Jusqu'à présent le Ministère public n'a absolument rien dit sur ces faits.

Truchi. Le secrétaire général de l'OEA, José Miguel Insulza, a assujetti le retour du Honduras au sein de l'OEA au retour de l'ex-président Manuel Zelaya avec l'assurance "d'une tranquillité absolue". Qu'est-ce que vous pensez de cette proposition ?

Bertha Oliva. Il a le droit de la faire, mais il n'a pas le droit de manipuler des mensonges. Ce gouvernement continue de mentir à la communauté internationale et se propose de compenser le processus d'unité et d'organisation qui a surgi après le coup [4].

On ne peut pas négocier le retour du président Zelaya en échange de sa sécurité, et nous croyons que ce n'est pas juste de considérer le retour du Honduras dans les instances internationales alors qu'il n'y a aucun signe de vraie vie commune en démocratie, de respect des droits de l'homme et d'application correcte de la justice.

Nous avons plus de 700 violations des droits de l'homme depuis que Porfirio Lobo est arrivé au pouvoir en janvier dernier. Il faut maintenir l'isolement du Honduras jusqu'à ce que les forces répressives réfléchissent, donnent un signe clair de repentir et acceptent de répondre pour les délits qu'elles ont commis.

Nous allons continuer de dénoncer et de travailler, même si nous savons qu'à tout moment ils peuvent essayer de nous faire taire. Ici personne ne se réconcilie avec personne. Au contraire, ceux qui ont le contrôle du pouvoir et des armes, ceux qui ont assailli les institutions de l'État, continuent avec leur stratégie du crime et peu leur importe ce que dit la communauté internationale.

Truchi. Quel sorte d'anniversaire va être le 28 juin prochain ?

Bertha Oliva. Cela va être une rencontre que le monde va avoir avec le peuple hondurien. Il n'y a pas de raison de pleurer, au contraire, nous allons nous embrasser et célébrer, parce que nous nous sommes rendus compte qu'il y a des millions de personnes sur la planète qui ont exprimé leur solidarité, et qui ont souffert quand ils ont senti que le Honduras était toujours attaqué.

A cette date nous allons installer la Commission de Vérité Alternative. Cela va être un bon message pour chercher la mémoire, pour récupérer l'histoire. Pour dire aux peuples du monde, au gouvernement du Honduras qui a préféré être la continuation du coup, qui continue de violer les droits de son peuple, que cette affaire n'a pas été une succession constitutionnelle, mais un coup d'État militaire.

Le 28 juin il faudra le vivre avec joie, en pensant qu'il y a douze mois le peuple s'est éveillé et continue de le démontrer dans les rues.

Source: Rel Uita "La democradura en Honduras: La era del Lobo"

Traduction : Primitivi

Notes

[1] Le cas de Roberto Micheletti est actuellement étudié par le Tribunal Pénal International, mais Micheletti a pu décrocher un mandat de député à vie - charge non prévue dans la Constitution hondurienne - qui lui offre l'immunité parlementaire jusqu'à la fin de ses jours.

[2] Le coup d'État fut lancé le 28 juin 2009 par Romeo Vásquez Velásquez (chef des états-major des forces armées) et Roberto Micheletti (président de la chambre des députés), l'un kidnappant le président Manuel Zelaya dans la nuit et l'autre se faisant porter au pouvoir suite à une soi-disant "succession constitutionnelle" décidée unilatéralement par le Parlement et la Cour Suprême. Le Honduras tombait alors sous le joug d'un nouveau "type" de dictature. Celle où l'on fait semblant d'utiliser l'appareil démocratique pour mieux imposer un diktat oligarchique soutenu par l'armée et des centres de pouvoirs extérieurs -autres gouvernements ou multinationales-.

[3] Carlos Reyes, leader du Front National de Résistance Populaire hondurien.

[4] le mouvement de résistance populaire, du jamais vu dans ce pays

Primitivi 10 juin 2010

Ndlr. * STIBYS (sigle espagnol): Syndicat des Travailleurs de l'Industrie de la Boisson et Similaires.

La Maison Blanche était au courant de l'assaut israélien sur la flottille de la Liberté et la CIA a suivi l'opération

Selon des informations publiées par la presse Jordanienne, le président des Etats-Unis aurait été informé à l'avance du raid israélien dans les eaux internationales contre la Flottille de la Liberté. Leon Panetta, chef de la Central Intelligence Agency (CIA), a été averti par le Mossad quelques minutes avant l'assaut des forces israéliennes contre le navire turc Mavi Marmar.

Les opérations ont été suivies en continu par des drones israéliens qui ont envoyé les images « on line » au commandement de la US Navy, qui les ont transmises à Panetta, gardant à tout moment le président Barack Obama informé de l'opération israélienne dans les eaux internationales. Au terme de l'action et plusieurs heures après l'événement, le chef d'Etat nord-américain a reconnu des préoccupations « légitimes » de la part d'Israël, par le risque que représenterait pour sa sécurité le contrôle de la milice palestinienne du Hamas sur la bande de Gaza.

Il a également affirmé que le blocus qu'endure ce territoire empêche la population locale de tirer profit de ses avantages économiques. En outre, il a précisé que l'assaut « n'améliore pas la sécurité d'Israël sur le long terme ».

Le vice-président des Etats-Unis, Joe Biden, a soutenu mercredi le droit d'Israël à empêcher le débarquement de navires dans la Bande de Gaza pour faire obstacle au trafic d'armes, bien qu'il ait ajouté que le gouvernement de Washington continue à être préoccupé par la situation des citoyens palestiniens. Lors d'une interview sur la télévision publique PBS, Biden a assuré qu' « Israël a le droit absolu de protéger ses intérêts de sécurité ».

Les Etats-Unis ont refusé de condamner Israël pour avoir utilisé la force pour arrêter le convoi humanitaire, qui a été pris d'assaut par des corps d'élite armes qui ont abordé un des embarquements à partir d'hélicoptères.

Les commandos israéliens sont partis à l'abordage, lundi dernier, d'une flottille composée de six navires qui essayait de briser le blocus maritime maintenu par Israël sur la bande de Gaza depuis plus de trois ans pour distribuer des dizaines de milliers de tonnes d'aide humanitaire. Lors de l'opération militaire, dix civils ont été tués et des dizaines d'autres blessés.

Traduction JC pour solidarite-internationale
CubaDebate 9 juin 2010

Présentation de l'appel collatéral pour Gerardo Hernandez

Par A. Arroyo



Gerardo Hernandez Nordelo

Ce 14 juin 2010 a été présentée à la Cour Fédérale de Miami la demande d'habeas corpus (ou appel collatéral) au nom de Gerardo Hernández Nordelo. C'est pour lui le dernier recours prévu par le système légal des Etats-Unis.

Gerardo, actuellement détenu dans la prison de sécurité maximum de Adelanto, en Californie, a été arrêté le 12 septembre 1998. Condamné en décembre 2001 à une double perpétuité plus 15 ans de prison, et ce en dépit d'une absence totale de preuves, il s'est vu refuser toute visite de son épouse depuis son arrestation.

Un point important dans cet appel est la présentation de faits nouveaux. Très récemment une plainte basée sur une enquête approfondie a été déposée par Free For Five (Comité National des Etats-Unis pour la libération des 5), par l'Union Nationale des Avocats des USA et par Partner ship for Civil Justice, une organisation qui défend les droits civils, démontrant que le gouvernement américain a payé des journalistes qui pendant tout le procès, ont contribué à déclencher et à entretenir une vague haineuse contre les 5, ce qui a eu pour résultat, de soumettre les juges et les jurés à des pressions, voire des menaces, qui les ont empêchés de juger en toute équité.

Dans ce dossier d'habeas corpus figureront aussi les irrégularités commises par le gouvernement avec la manipulation de preuves, leur falsification et à plusieurs reprises la dissimulation de preuves afin de faire obstacle à la justice. Des aspects plus techniques des difficultés rencontrées par la défense pour faire son travail seront également analysés.

En marge des résultats qui peuvent être obtenus dans l'appareil légal, ce processus permettra de démontrer plus solidement encore par rapport à la justice, l'innocence de Gerardo, d'expliquer une fois de plus les violations lors du procès et de redire que sa tenue à Miami fut un déni de justice.

La demande d'habeas corpus sera faite au nom de Gerardo et non des 5, car il ne lui reste plus que ce procédé qui sort de l'ordinaire, son cas ayant été définitivement clos lorsque le Tribunal Suprême a refusé de recevoir l'affaire le 14 juin 2009. Ses quatre camarades disposent encore d'autres possibilités de recours qui seront utilisées par leurs avocats.

L'heure n'est pas à la démobilisation.

Plus que jamais les 5 ont besoin de notre soutien. Gerardo l'a dit, la justice viendra de milliers et de milliers de jurés de par le monde. A nous de prouver à Washington que nous ne lâcherons pas prise tant que justice ne sera pas faite et que Gerardo, Ramon, Antonio, Fernando et René ne seront pas de retour dans leur patrie.

Changement de société 15 juin 2010

La marée noire continue de s'étendre dans le golfe : Obama est-il impuissant face à BP ?

Par Shamus Cooke



Face à une mer polluée par BP qui lui a assuré un indéfectible soutien financier dont il est redevable, Obama se laisse photographier par deux riveraines fascinées par ce président complice des grandes corporations

Après que BP ait placé avec succès un couvercle pour récupérer une partie du jet de pétrole dans des bateaux-réservoirs, des milliers de litres continuent de se déverser dans le golfe. Aucune solution permanente ne serait apportée avant le mois d'août. BP reste seule à s'occuper de la catastrophe environnementale probablement la plus grave de toute l'histoire de la terre, un fait qui prouve – de façon incontestable - que les corporations contrôlent les rouages intérieurs du gouvernement étasunien, une vérité déjà mise en évidence, lors du renflouement des banques.

Plus d'un écosystème géant sera peut-être détruit par BP, et le président des États-Unis se contente, tristement, de prendre la parole sur « un ton sérieux », le ton des conférences s'ajustant quotidiennement aux réactions des instituts de sondage.

Quand les sondages révélèrent qu'Obama ne prenait pas suffisamment la marée noire au sérieux, il apparut « outré » lors de son apparition suivante à la télévision. Pourtant son apathie persistante ne concorde pas avec son émotivité récente et grandissante ; son inaction ne concorde pas plus avec le sérieux de la situation. En effet, Obama continue de permettre à BP de mentir au sujet de la gravité de la marée noire, même quand de nombreux scientifiques indépendants remettent en question les estimations du désastre faites par BP. Bien sûr, Obama savait que BP avait tout intérêt à mentir, tandis qu'Obama a ses propres raisons de laisser –et de continuer à laisser- BP mentir. Une des raisons pour lesquelles Obama ne défie pas BP est qu'il est sur leurs fiches de paie. L'agence Reuters explique, dans ses nouvelles : « Pendant sa période au Sénat et sa course à la présidence, Obama reçut une contribution totale de 77.051 dollars du géant pétrolier et c'est le premier bénéficiaire de BP PAC et de rétributions personnelles sur les 20 dernières années, selon les révélations de dossiers financiers.» (5 Mai 2010)

En juillet, BP se prépare à donner à ses actionnaires plusieurs milliards de dollars de dividendes –adoucissant de beaucoup la colère d'Obama– et dans le même temps BP persiste à rester prudente quant à son entière responsabilité dans la marée noire.

Les conséquences sont tristement prévisibles : beaucoup des effets de la marée seront permanents, tandis que le nettoyage et le retour à la normale s'étaleront sur des dizaines d'années, entraînant la probable extinction de certaines espèces ainsi que la perte de milliards, voire de trillions, de dollars US sur le long terme.

BP se rendra d'elle-même aux tribunaux, une entité d'élites bien plus favorable aux méga-corporations qu'aux millions de travailleurs étasuniens, demandant réparation. Ajoutez à cette équation les meilleurs avocats de BP, et une certaine forme d'arrangement se devine – dans plusieurs années- arrangement qui ne dédommagera qu'une fraction minime du désastre produit.

Cette prédiction était tout à fait confirmée dans les médias principaux, par Curt Anderson d'Associated Press : « Plus de la moitié des juges fédéraux dans les districts concernés par les procès en cours, dans la marée noire du golfe, ont des relations financières avec l'industrie du gaz et du pétrole, compliquant la tâche de trouver des juges indemnes de conflits d'intérêt pour instruire les cas… » (6 juin 2010).

En plus de ces liens financiers, empêchant de tenir BP pour responsable. Il existe un code moral plus profond, interdisant au gouvernement de se mêler des affaires privées des corporations, qu'importe l'énormité des dommages causés à la population. Au sommet de ce code de déontologie des corporations se trouvent les droits de propriété, sacralisés, ce qui veut dire que les grosses entreprises exercent une suprématie totale – dépassant le contrôle de n'importe quel gouvernement – et peuvent faire ce qu'elles veulent avec leur richesse et leurs moyens énormes, où et quand elles le veulent.

Pour le gouvernement étasunien, ce droit surpasse les droits de l'homme, les droits de l'environnement, etc. Les droits de propriété sont insérés dans chaque accord de libre-échange signé par le gouvernement, de sorte que les investissements des sociétés, outremer, sont parfaitement protégés, empêchant les nations étrangères d'utiliser les équipements des sociétés étasuniennes pour les besoins sociaux de leurs populations. Bien que BP soit une entreprise britannique, les règles de ce code sont mutuelles et globales.

De nos jours, la plus petite fissure, dans le code des droits de propriété des sociétés s'appelle «communisme» - une accusation lancée par la Droite à Obama après la nationalisation partielle de General Motors et d'autres institutions en réponse à la crise économique. Et bien qu'Obama fit intrusion dans le sanctuaire des droits de la propriété aux pires moments de la crise financière, c'était avec l'assentiment global des plus grandes firmes – voyant cette intrusion comme un mal nécessaire à court terme – de façon à sauver les avoirs des riches, tout en utilisant l'argent des taxes publiques pour renflouer les compagnies avant leur restitution aux actionnaires.

D'un autre côté, l'urgence dans le golfe du Mexique est considérée par l'élite privée comme une crise moins

Suite à la page (19)

Coupe du Monde de Football 2010:

Ouverture réussie

Par Anthony Mompérousse

Quand en 2004, la FIFA accorda à l'Afrique du Sud le droit d'organiser la Coupe du Monde de Football 2010, le monde entier s'interrogea sur le bien-fondé de cette autorisation.

Dans ce pays d'une population de 49 millions, où l'apartheid, même si elle avait été abolie officiellement, persiste dans les moeurs et dans les faits, une majorité noire croupit encore dans la misère, vivant dans des townships, s'apparentant à cité Soleil.

Une situation explosive avec crimes et kidnapping en toile de fond. Et pourtant, l'Afrique du Sud recèle d'immenses richesses naturelles, richesses exploitées par les blancs et qui font de ce pays le plus riche du continent africain.

L'Afrique du Sud a dépensé 5,5 milliards pour la construction de stades et la rénovation de son infrastructure. Les experts estiment que le recouvrement immédiat sera de l'ordre de 1.7 milliard et qu'il faudra attendre près d'une dizaine d'années pour apprécier les retombées de ces investissements.

Construire des stades archimodernes qui peuvent rivaliser avec les plus grands stades d'Europe constitue une prouesse qui prouve que ce pays possède une certaine technologie d'avant garde. Mentionnons le stade de Moses Mabhida (70.000 places), le stade Nelson Mandela Bay (46.082 places, le stade de Cape Town (70.000 places) et le Soccer City (94,700 places)… Certains ont critiqué les sommes faramineuses dépensées, mais le pays, à la veille de l'ouverture des Jeux, était en liesse et s'apprêtait à ovationner une autre fois Nelson Mandela pour sa contribution dans la lutte contre l'apartheid et l'octroi de la Coupe du Monde à l'Afrique du Sud.

Sa présence pour le match d'ouverture était très attendue. Mais caprice du destin, cette figure de proue de 91 ans a dû se désister, à cause de la mort de sa petite fille de 13 ans (Zenami Mandela) survenue le matin dans un accident de voiture.

Ouverture grandiose de cet évènement avec la rencontre Afrique du Sud – Mexique. Les Bafana Bafana, (nom donné à la sélection africaine), sous la houlette du brésilien Carlos Alberto Parreira, ont fait vibrer le coeur de millions d'africains en ouvrant le score à la 55è minute, but marqué par Siphiwe Tshabalala. Mais le Mexique a égalisé par Marquez et même dominé le match.

Score final 1 – 1 pour les Africains remplis d'espoir pour ce match nul et qui doivent rencontrer par la suite l'Uruguay et la France.

Ces deux dernières équipes ont joué un match assez insipide qui s'est soldé par un nul 0 – 0 et qui a déçu les amis du football qui s'interrogent sur le choix des joueurs.

La rencontre Angleterre – Etats Unis qui avait fait couler beaucoup d'encre s'est aussi terminée sur un score nul 1-1, résultat qui a déclenché une avalanche de critiques contre le football anglais.

L'Argentine de Maradona est sorti indemne du bourbier nigérien en le battant par 1 but à 0. La sélection albiceleste a contrôlé son match, même si en deuxième mitemps, elle a dû subir la pression adverse.

L'Italie, championne du monde en titre, a été réellement pâle sur le terrain. Un match nul 1 – 1 contre le Paraguay n'est pas à son avantage. Seules la Hollande et l'Allemagne en Europe peuvent se prévaloir de deux victoires éclatantes.

Le Brésil, très attendu, n'a pourtant pas répondu totalement aux espoirs placés sur lui. Peut-être trop sûr de sa victoire, puisque ne s'étant pas engagé à fond. Bien qu'empêchés par la tactique des nord-coréens qui se massaient en défense, les jaunes et verts ont réalisé deux buts et encaissé un sur contr'attaque qui laisse entrevoir les dangers de laisser les couloirs libres, à preuve, les percées incessantes de Maicon, auteur d'un beau but. Brésil 2 – Corée du Nord 1

Les matches Brésil contre la Côte d'Ivoire et le Portugal seront plus intéressants, compte tenu de l'engagement et de la ténacité de ces 2 équipes qui ont fait match nul. Il nous reste à voir la sélection espagnole qui entrera en jeu le 16 juin, sera t-elle championne du monde? Et pourquoi pas.

Evoquer le football espagnol, c'est pour la plupart des fans du football, faire référence aux deux grand clubs de ce pays: Barcelone et Real Madrid avec la kyrielle des superstars comme Di Stefano, Puskas, Cruyff, Valdano, Ronaldo, Messi qui ont éclaboussé de leurs talents les performances de ces deux clubs.

Mais la sélection nationale n'a jamais répondu aux espérances placées en elle. Malgré ses vedettes, son football collectif et chatoyant, la sélection ibérique a toujours chuté au niveau des quarts de finale, sauf en 2008 où elle a conquis, de belle manière, le titre de champion d'Europe.

Depuis lors, l'Espagne est devenue un épouvantail en Europe, et avec le Brésil, se profile comme le numéro 1 du football mondial. De 2007 jusqu'à Avril 2010, l'Espagne a disputé 45 matchs et n'en a perdu qu'un contre les Etats-Unis au cours de la demi finale en Coupes des Confédérations 2009. Elle a gagné 41 matches, réalisant 103 buts et prenant le meilleur, en amical, contre l'Argentine, l'Angleterre et la France.

Le surnom de "Furia Roja" ou Furie Rouge, attribué à la sélection espagnole se justifie par sa manière de jouer, cette agressivité de vaincre dans un football engagé et porté vers le but. L'entraîneur, Vicente del Bosque qui a remplacé Luis Aragones après 2008, avait déclaré qu'il respectait l'héritage qu'il avait acquis et qu'il n'allait pas modifier le style de l'équipe.

Quelques changements cosmétiques, un renforcement de la défense et l'Espagne s'est qualifiée pour la Coupe du Monde 2010 en obtenant 10 victoires sur les 10 matches joués. Ce que les anglais ont qualifié de "Perfect ten".

L'Espagne, à l'instar du Brésil ou de la Hollande, est, aux yeux des observateurs, l'équipe qui possède le plus d'atouts pour être la championne du monde.

Le premier atout de l'Espagne: son gardien Iker Casillas, 29 ans, évoluant au Real Madrid, gardien que l'on considère de petite taille pour être un international (5m11), s'impose par son agilité de chat, ses réflexes instantanés et ses acrobaties de funambule, qui ont sauvé en maintes fois son équipe. Les espagnols qui baignent toujours dans le mysticisme chrétien ont rebaptisé leur gardien "Saint Iker".

La défense centrale bénéficie de la vision, de la confidence de deux joueurs Carlos Puyol et Gerard Piqué qui évoluent dans le même club Barcelone, condition qui leur a permis de développer un jeu parfaitement coordonné. Gerard Piqué (1m85) domine la défense et est en passe de devenir l'un des meilleurs défenseurs du monde.

A l'aile, Sergio Ramos impose sa masse athlétique bien qu'il soit parfois en retard de phase par rapport à ses coéquipiers. A l'aile gauche Joan Capdevila semble limité techniquement, mais il réalise assez bien son travail. Il est difficile de retrouver à l'heure actuelle une ligne médiane aussi créatrice, aussi technique que celle de la sélection espagnole dans laquelle figurent des éléments comme Xabi, Alonso, Xavi, Cesc Fabregas et Andres Iniesta. Plaque tournante de l'équipe, ces joueurs dominent le ballon, affichent un jeu collectif impressionnant. Déposséder ces joueurs du ballon est réellement difficile pour l'équipe adverse qui doit parfois jouer dur pour arriver à ses fins. Ce contrôle permanent du ballon permet d'alimenter l'attaque, dans des conditions idéales de bons ballons de buts. Ce dont ne se privent pas David Villa (28 ans) et Fernando Torres (26 ans), dans la ligne d'attaque pour perforer la cage des gardiens adverses.

Villa et Torres sont deux attaquants au profil différent. Villa est plus technique et se fond dans l'ensemble. Il joue très bien avec les deux pieds et marque des buts dans des situations difficiles. Il a réalisé 7 buts au cours des 10 matches de qualification.

Torres est plus agressif. Evoluant dans le football anglais, cet attaquant longiligne marque de la tête. On le surnomme El Niño à cause de sa rapidité et de sa puissance. Il devient un élément de fixation et permet ainsi à son coéquipier de l'attaque de bénéficier d'espace vide. Si Torres est complètement remis de sa blessure, lui et Villa feront trembler les défenses adverses.

Suite à la page (19)

RÉSULTATS DES MATCHS

Afrique du Sud	1 - Mexique	1
Uruguay	0 - France	0
Grèce	0 - Corée du Sud	2
Algérie	0 - Slovénie	1
Allemagne	4 - Australie	0
Serbie	0 - Ghana	1
Hollande	2- Danemark	0
Japon	1 - Cameroun	0
Italie	1- Paraguay	1
N. Zélande	0 - Slovénie	1
Côte d'Ivoire	0 - Portugal	0
Brésil	2 - Corée du Nord	1



La sélection espagnole sera t-elle championne du monde? Et pourquoi pas





Seules la Hollande et l'Allemagne en Europe peuvent se prévaloir de deux victoires éclatantes

Obama

Suite de la page (17)

grave, et attend du gouvernement qu'il ne crée pas un nouveau précédent, démontrant la nécessité d'une prise en charge publique.

La réticence d'Obama à écarter BP et à prendre en main, lui et son gouvernement, les opérations, fait de lui un complice du désastre environnemental. Par exemple, pour que BP puisse rester à la barre, Obama les a parés d'une crédibilité professionnelle pourtant inexistante – « ils ont l'expertise et la technologie, » etc. Les activités de BP, avant l'explosion, démontrent une négligence criminelle. Les déclarations du CEO de BP depuis le drame prouvent sans équivoque que l'entreprise ne voit dans ce désastre qu'un simple incident, qui doit être pris en charge à leur convenance.

En outre, chaque apparition publique d'un responsable de BP ou d'un porte-parole ne sert qu'à minimiser la catastrophe, laissant entendre qu'une réaction plus mesurée convient tout autant. En effet, comme pour toute société basée sur le profit, les décisions de BP restent motivées par le souci qu'ils se font pour leurs actionnaires, dont la seule motivation est le profit. En pratique, cela veut dire que les ressources consacrées à la prise en charge de la marée sont moindres que ce qu'elles pourraient être, si la situation était différente, puisque des coûts de nettoyage plus élevés équivalent à moins de profits. Une des meilleures preuves de tout ça est mentionnée dans le New York Times, qui citait un scientifique, travaillant pour le Flow Rate Technical Group, une équipe de scientifiques, essayant de mesurer avec précision le débit de pétrole éjecté dans le Golfe : « Cela saute aux yeux que BP se joue de nous, vraisemblablement sous les conseils de leur équipe juridique, » dit le Dr. Leifer. « Cela fait six semaines que cela se répand dans le Golfe, et toujours pas d'estimations. » (7 Juin 2010)

Des officiels gouvernementaux locaux de Floride sont également choqués par l'absence de réactions de BP pour prévenir l'arrivée de pétrole sur leurs plages, tout en étant tout aussi inactif pour nettoyer les plages déjà souillées. Le procureur général de Floride s'est plaint : « Je suis choqué…pourquoi attend-t-on si longtemps pour faire ça ? Pourquoi les gardes-côtes, Obama, BP attendent-ils ? Ils ont vu ce qui arrive, en ce moment, alors pourquoi ne faisons-nous rien ? » (Bloomberg, 7 Juin 2010).

La foi religieuse d'Obama envers BP pour s'occuper consciencieusement de la marée noire – alors qu'elle n'avait en premier lieu aucun plan d'urgence pour s'occuper d'une telle catastrophe – frise la folie. Mais cette logique est raisonnable, vu des corporations, qui prêchent que c'est rationnel tant que le profit est protégé.

Dans un monde sain, les responsables de BP devraient faire face à de graves accusations pour crime, et les milliards de profits qu'ils ont gagnés l'année précédente seraient confisqués pour rembourser le nettoyage. L'infrastructure de BP serait réquisitionnée par le gouvernement US, qui s'assurerait que le travail soit correctement réalisé, dans les temps, et de façon publique, par opposition au bouclier d'opacité corporatiste, protégeant actuellement BP.

L'ultime leçon de cette catastrophe économique et environnementale est qu'Obama n'est pas du tout crédible dans sa confrontation avec les intérêts des corporations. Au contraire, il permet à ces dernières de se défiler en se plaçant au-dessus de l'intérêt public, de sorte que de tels désastres se produiront encore.

Article original en anglais : The Gulf Spill Continues: Is Obama Powerless Against BP?, publié le 9 juin 2010.

Traduction : Pascal Sacré pour Mondialisation.ca

Mondialisation 15 juin 2010

POUR CEUX QUI SOUHAITENT PLANIFIER LEUR PROGRAMME TÉLÉ DU 17 AU 25 JUIN VOICI LE CALENDRIER DE RETRANSMISSION DES MATCHES DE LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL 2010

Jour	HR.	Equipe	Vs	Equipe
6/17	7:30	Argentine	Vs	Corée du S
6/17	10:00	Nigeria	Vs	Grèce
6/17	2:30	Mexique	Vs	France
6/18	7:30	Allemagne	Vs	Serbie
6/18	10:00	Slovénie	Vs	Etats Unis
6/18	2:30	Algérie	Vs	Angleterre
6/19	7:30	Hollande	Vs	Japon
6/19	10:00	Ghana	Vs	Australie
6/19	2:30	Cameroun	Vs	Danemark
6/20	7:30	Eslovaquie	Vs	Paraguay
6/20	10:00	Italie	Vs	N. Zélande
6/20	2:30	Brésil	Vs	Côte d'Ivoire
6/21	7:30	Corée du (N)	Vs	Portugal
6/21	10:00	Chili	Vs	Suisse
6/21	2:30	Honduras	Vs	Espagne
6/22	10:00	Mexique	Vs	Uruguay
6/22	10:00	France	Vs	Afrique du S
6/22	2:30	Nigéria	Vs	Corée du S
6/22	2:30	Grèce	Vs	Argentine
6/23	10:00	Slovénie	Vs	Angleterre
6/23	10:00	Etats Unis	Vs	Algérie
6/23	2:30	Ghana	Vs	Allemagne
6/23	2:30	Australie	Vs	Serbie
6/24	10:00	Eslovaquie	Vs	Italie
6/24	10:00	Paraguay	Vs	N. Zélande
6/24	2:30	Danemark	Vs	Japon
6/24	2:30	Cameroun	Vs	Hollande
6/25	10:00	Portugal	Vs	Brésil
6/25	10:00	Corée du N	Vs	Côte d'Ivoire
6/25	2:30	Chili	Vs	Espagne
6/25	2:30	Suisse	Vs	Honduras

Suite de la page (18)

L'équipe d'Espagne, une favorite certaine pour cette Coupe du monde qui pourra connaître quelques moments difficiles dans la récupération du ballon. On a toujours reproché à l'Espagne sa mièvrerie et son manque d'engagement dans le jeu défensif.

Le football technique bien léché du jeu espagnol peut être pris à défaut au cours d'une contr'attaque, ou d'un jeu très musclé de l'équipe opposante. Nous revient à la mémoire, la situation de 3 équipes, pratiquant le même style de football que celui de la sélection espagnole et qui ont chuté face à des équipes plus solides, plus musclées.

D'abord le Victory des années 75-76. Un pur produit de l'entraîneur Frank Civil – Un football chatoyant et plaisant orienté par Gérald Jean, Nono Jn Baptiste, Malenkov… Une équipe qui aspirait au titre de champion de la Coupe Pradel et qui a chuté misérablement contre l'Aigle Noir.

La sélection nationale du Brésil sous la houlette de Tele Santana, en 1982, forçait l'admiration du monde entier. Socratès, Junior, Cerezo… orchestraient cette symphonie du football, mais l'Italie de Paolo Rossi mit fin à ce concert.

Plus près de nous, l'arsenal d'Arsène Wenger a renoué avec ce style de jeu. L'Angleterre est sous le charme de cette équipe séduisante. Les Cesc Fabregas, Gallas, Eduardo, Robin Van Persie, assurent le spectacle et semblent être bien armés pour la conquête du titre de champion d'Angleterre. Mais face aux équipes comme Manchester United ou Chelsea, Arsenal est incapable de s'imposer et termine derrière ces deux clubs.

La sélection espagnole pourra-t-elle se surpasser et surmonter les déficiences des équipes qui pratiquent ce style de jeu? L'avenir dira le reste. L'Espagne fait partie du groupe H et jouera contre la Suisse, le Honduras et le Chili.

Reconstruction

Suite de la page (7)

et des autres villes de provinces détruites elles aussi à des degrés divers. Le rôle d'un ministre de l'Economie et des Finances est d'être le gardien ou le régulateur des dépenses publiques. Il n'est pas celui qui décide de l'augmentation des salaires de telles ou telles catégories de salariés du secteur public ou privé.

Encore moins celui qui coordonne ou qui porte le projet de construction des biens de l'Etat. Pour revenir à l'annonce de M. Beaudin, c'est tout de même une bonne nouvelle d'apprendre que l'Etat compte déclarer le centre ville ou toute la partie historique de Port-au-Prince d'utilité publique dans le cadre de la reconstruction de cette cité historique. Mais de grosses interrogations s'imposent. Surtout quand on apprend, avant même le résultat des études qui doivent obligatoirement être faites sur la viabilité de ce projet, que des premières pierres ont déjà été posées en vue de construire des bâtiments publics. Comme c'est le cas pour le ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales à la place de l'ancien Institut français d'Haïti. Ou encore, le projet de reconstruction de l'Hôtel de ville de Port-au-Prince en lieu et place de l'administration Postale, effondrée lors du séisme.

Deuxièmement, pourquoi ce ne soit pas la Primature qui rende public le projet ? La différence est de taille dans la mesure où un projet annoncé par la Primature a un caractère plus institutionnel que s'il est mené par un simple ministre dont le projet peut être contesté par son propre Premier ministre s'il y a mésentente. D'ailleurs, l'idée même de reconstruire les villes détruites, voire la reconstruction uniquement de la capitale, mériterait que l'actuel gouvernement ou son successeur crée soit une secrétairerie d'Etat ou un vrai ministère chargé des grands travaux de la Reconstruction dont la mission couvrirait l'ensemble de projets gouvernementaux que le pouvoir public compte entreprendre dans le cadre de la reconstruction physique d'Haïti post-séisme.

Autres inquiétudes concernant les annonces du ministre des Finances, c'est qu'il n'a rien dit sur le problème numéro un du bas de la ville de Port-au-Prince et du bicentenaire en particulier. Le problème est connu de tous les port-au-princiens : l'eau venant du Morne l'Hôpital qui envahit la ville à la moindre petite pluie. Quels sont les travaux prévus pour stopper la dégringolade du Morne l'Hôpital sur les habitants du centre ville ? Tout le monde a déjà vu le spectacle désagréable qu'offrent le bas de la ville et le bicentenaire en particulier après chaque passage de pluie. Les administrations publiques et privées situées dans l'aire de ce quartier sont totalement paralysées par le fait qu'elles sont envahies de boue et d'autres immondices venues de toutes parts.

Les fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères, de La Poste, de la Mairie de Port-au-Prince, des Archives Nationales, du Parlement, etc. en savent quelque chose. Cette zone est un véritable calvaire même pour les automobilistes, souhaitant la traverser après une averse. Nous en sommes grés au pouvoir public de reprendre en main ce beau quartier du bicentenaire afin de redonner à la capitale cet espace balnéaire où jadis, les touristes du monde entier venaient passer du bon temps. Sans oublier les Port-au-Princiens eux-mêmes qui prenaient d'assaut ce site paradisiaque où, face à la mer des Caraïbes, ils rêvaient de grands et de beaux voyages. Faire du quartier du bicentenaire le quartier des ministères et des institutions, pourquoi pas ! Mais il ne faut pas que ce projet soit un petit « machin » à l'image des petits projets de la présidence dont les dirigeants raffolent.

Ce vaste périmètre, comprenant l'ensemble des bords de mer ou même depuis le quai Colomb jusqu'au Champ de mars, devrait permettre à la capitale haïtienne de rivaliser avec d'autres capitales de l'Amérique latine sans parler des Antilles, si le pouvoir public haïtien est capable de porter un grand projet digne du passé historique de cette ville. Il faudra lancer un concours international de projets de reconstruction de Port-au-Prince. Il faudra en profiter pour imposer sur le plan architectural et urbanistique la place de Port-au-Prince sur la scène internationale. D'où l'intérêt de faire appel à des architectes, des urbanistes et des designers de renommée internationale, comme font les autres pays, afin d'attirer les touristes et les investisseurs mondiaux.

Il faut profiter de cette opportunité pour réguler, une fois pour toutes, les artères de cette ville particulièrement son centre et ce quartier pilote en créant, pour les marchands qui occupent toutes les rues, des emplacement hors de la ville où il n'existe pas de problème d'espace et où ils peuvent s'organiser à leur guise. Le ministre a parlé de l'énergie électrique pratiquement 24 h sur 24 h dans ce quartier pilote. Cette volonté de réanimer à nouveau le bicentenaire ne peut non plus être faite avec un esprit de sous-développé. On ne peut, en effet, en ce vingt-et-unième siècle, penser l'énergie électrique au rabais.

C'est un nouveau projet, c'est un projet pilote. De ce fait, les autorités politiques et les concepteurs civils qui imaginent ce projet doivent le penser dans sa globalité. Cela ne peut être qu'un projet « tout en un », un projet complet dont l'objectif est de sortir Haïti de la queue du peloton des nations. Ce projet qui, selon le ministre Ronald Beaudin, est un projet du gouvernement haïtien, mais financé en partie par la CIRH, doit servir de navire amiral pour les deux entités (gouvernement haïtien et CIRH) qui ont là, l'occasion de justifier les dépenses des fonds des contribuables qui seront mis à leur disposition, en solidarité avec le peuple haïtien dans le cadre de la Reconstruction institutionnelle et physique d'Haïti après le 12 janvier 2010.